

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

Réfugiés :

LE DOUBLE LANGAGE DE Mme KOPP

Berne a présenté son nouveau projet concernant les requérants d'asile : accorder le permis de séjour (avec droit au travail et au regroupement familial) aux anciens candidats à l'asile. Cette mesure touchera 4000 ou 10 000 personnes suivant la date limite retenue pour le dépôt de la demande (1er janvier 1983 ou 1984). Le 27 août prochain, Elisabeth Kopp, chef du Département de justice et police, en débattira avec les représentants cantonaux. Si leur réponse est positive, le projet passera devant le Parlement au mois de décembre, qui établira une base légale avec possibilité de référendum. La durée de validité de ce système est prévue pour dix ans. Voilà bien des si et des conditions !

22 000 demandes d'asile sont actuellement en suspens, dont 8400 sur recours. Ce qui signifie qu'en tout cas la moitié d'entre eux ne bénéficieront pas du nouveau projet. En outre, les réfugiés qui déposeront tout de même une demande d'asile courront le risque d'une réponse négative et donc d'une expulsion. Enfin Berne se réserve le droit d'exclure de cette autorisation de séjour ceux qui compromettent "la sécurité de la Suisse" et "ceux qui perturbent l'ordre public". On appréciera la clarté de ce genre de notions... et les possibilités d'arbitraire qu'elles permettent. Mais surtout le Conseil fédéral enterme, avec ce projet, une des revendications principales des mouvements qui défendent le droit d'asile : l'octroi collectif de l'asile qui donne droit à un statut nettement plus "sûr".

Or le climat entourant les réfugiés devient particulièrement menaçant. Au cours du mois de juillet, rien qu'à Genève, 40 à 60 candidats à l'asile de longue date (quatre à six ans) ont été ou sont menacés d'expulsion. Ainsi ce Zaïrois, sa femme et leurs quatre enfants (dont un bébé de six mois), en Suisse depuis quatre ans, qui, le 16 juillet dernier, ont été expédiés en avion suite au rejet de leur demande d'asile. Certains des expulsés de cet été ont été dirigés vers leur pays d'origine. Une grande partie d'entre eux n'ont plus de papiers valables, ce qui leur ôte la possibilité de trouver un autre pays d'accueil. On ne s'étonnera pas que certains réfugiés se cachent, que d'autres perdent leur emploi ou leur logement quand leur permis n'est pas renouvelé. Pourtant au mois de juin, Elisabeth Kopp déclarait au *Journal de Genève* : "Pour ce qui est des dossiers en suspens depuis des années, le rapatriement n'est plus possible." (15 juin 1985) Mme Kopp tient un double langage... pour faire passer ses véritables intentions. Le Centre social protestant, avec d'autres associations, a dénoncé cette situation dans une conférence de presse. Une pétition s'élevant contre ces expulsions scandaleuses sera adressée aux autorités fédérales.

Le débat au sujet du nouveau projet fédéral risque d'être très dur. Il semble qu'une majorité des cantons s'y opposent déjà. En tout cas, l'Action nationale profitera de la discussion parlementaire pour lancer une nouvelle fois ses attaques contre les réfugiés. La défense du droit d'asile est plus nécessaire que jamais.

La Brèche



AFRIQUE DU SUD :

L'apartheid ébranlé



CANTON DE VAUD :

De l'amiante à l'hôpital

Journée d'études
«Famine, pauvreté, exploitation, oppression»:

Théologie de la libération et libération

samedi 28 septembre, de 10h à 18h, Aula B, Université Miséricorde
FRIBOURG

PROGRAMME

Samedi matin

*Théologie de la libération — pourquoi ?
Quelles sont ses origines ? Une perspective
avant tout pour les chrétiens
des pays du Tiers-Monde ?*

10h-11h : Allocution de bienvenue :
— *Josaphat Pinto de Oliveira*, dominicain,
professeur de théologie morale à l'Université
de Fribourg.

Exposé introductif sur la théologie de la
libération :

— *Christian Ducoq*, dominicain, professeur
de théologie dogmatique à l'Université de
Lyon.

11h-12h30 : Débat.

12h30-14h : Repas.

Samedi après-midi

*Théologie de la libération et stratégie de
la libération*

14h-15h30 : Deux communications :

— *Giulio Girardi*, prêtre, professeur de
philosophie politique à l'Université de
Sassari (Sardaigne);

— *Charles-André Udry*, économiste, colla-
borateur du "Centrum voor Politicologie"
de l'Université Libre de Bruxelles;

15h30-16h : Pause.

16h30-18h30 : Débat et conclusions.

Samedi soir

19h-23h : Repas en commun et discussions
informelles pour ceux/celles qui le désirent.

Christian Ducoq,

né en 1926 à Hautes (Belgique), dominicain. Il est
professeur de théologie dogmatique à la faculté de
théologie de Lyon, membre de la rédaction de la
revue *Lumière et Vie*, membre du comité direc-
teur de *Concilium*. Il a été le directeur de thèse de
Gustavo Gutierrez, prêtre péruvien, auteur du livre
célèbre *La théologie de la libération*.

Giulio Girardi

travaille depuis plusieurs années à l'élaboration
d'une culture et d'une théologie de la libération.
Cette recherche l'a amené à s'engager dans le dia-
logue avec l'athéisme, particulièrement avec le
marxisme; et successivement dans la promotion
du mouvement des chrétiens pour le socialisme,
en Amérique latine et en Europe. Membre du
Tribunal Russel II et du Tribunal permanent des
peuples. Girardi est actuellement professeur de
philosophie politique à l'université de Sassari en

Sardaigne. Parmi ses publications, rappelons :
Marxisme et christianisme (Desclée et Cie, épuisé),
Dialogue et révolution (Cerf, Paris), *Amour chré-
tien et violence révolutionnaire* (Cerf), *Christia-
nisme, libération humaine, lutte de classes* (Cerf),
Chrétiens pour le socialisme (Cerf), *Une éducation
pour libérer l'homme* (Editions ouvrières, Bru-
xelles), *Fé en la revolución. Revolución en la
cultura* (Nueva Nicaragua, Managua), *Sandinismo,
marxismo, cristianismo en la Nueva Nicaragua*
(Nueva Nicaragua).

Charles-André Udry

s'est engagé dans le mouvement ouvrier organisé
dès le début des années soixante. Il collabore régu-
lièrement au bimensuel *La Brèche* et aux revues
Inprecor et *International Viewpoint* (Paris).
Membre du conseil de rédaction de *Crítica de la
economia política — edición latinoamericana*
(Mexique). Auteur — avec Daniel Bensaïd — d'un
livre *Portugal : une révolution en marche* (Editions
10/18 Bourgeois). Depuis quelques années a
consacré une série d'études sur la lutte des peuples
d'Amérique centrale. Collaborateur auprès du
"Centrum voor Politicologie" de l'Université libre
de Bruxelles et du "Hamburger Institut für Sozial-
forschung".

Org. : Collectif Dialogue (Fribourg)

Talon-réponse à découper et renvoyer

Nom: _____
Prénom: _____
Adresse: _____

Je paie: fr. 15.- d'entrée
 fr. 30.- de bon de soutien (tout sur-
plus sera utilisé pour publier les com-
munications de la Journée d'Études)

Repas: Les repas seront pris à la salle St-Pierre,
avec inscription préalable pour:
 le repas de midi
 le repas du soir

Renvoyer avant le 24 septembre à:

Collectif Dialogue
c/o M^o Massard
Vieux-Chênes 7
1700 Fribourg

CCP: 17-11080-2
Antoine Gisler - Collectif Dialogue, Fribourg.

À PROPSO

"L'ART POUR VIVRE"
semaine culturelle de solidarité
avec l'Amérique centrale
LAUSANNE, du 1er au 5 octobre 85

du ve 30 août au je 5 septembre : Galerie Basta,
4, Petit-Rocher, Chauderon, Exposition des af-
fiches du concours, dont l'affiche primée sera celle
de la semaine.

du di 1er au sa 7 septembre : Cinémathèque,
Hommage à Sangines.

du ve 6 septembre au sa 5 octobre : Galerie Basta,
Exposition photos — Luc Chessex — Philippe
Maeder.

du je 3 au me 9 octobre : Théâtre des Faux-Nez,
Martina Porto Carrero (chanteuse péruvienne).

ma 1er octobre, 20h, Grande Salle d'Épalinges :
Chansons romandes et centraméricaines — Domi-
nique Scheder — Pascal Rinaldi — Sarcloret —
Alex Pérence — Oscar Rodriguez Band.

me 2 oct., 21h, Cabaret "Le Noctambule" : Soirée
littéraire, Textes d'auteurs centraméricains traduits
par Elena Araujo et récités par Jacques Roman.

je 3 oct., 20h, Salle paroissiale de Saint-Jean, 138,
avenue de Cour : Soirée théâtrale, Pierre Miserez —
Teatro Vivo (Guatemala).

ve 4 oct., 20h, Aula de l'EPFL, avenue de Cour :
Soirée Jazz, Trio A3 (François Nicod, Kees Neet,
Bill Holden) — Trio Clerc, Francioli, Bourquin —
Lindemann/Santamaria.

sa 5 oct., 14h, Aula de l'EPFL : Spectacle pour
enfants, TPEL, Théâtre pour enfants de Lausanne.

17h : Table ronde sur le thème de "L'art pour
vivre" en Suisse romande et en Amérique centrale.

19h30 : Gala de clôture animé par Jean-Luc
Bideau, avec la participation d'artistes présents à
la semaine, ainsi que Michel Bühler — Luis Esquivel
— America Libre — Vahé Godel et Nicolas Bouvier.
23h : bal, OI Gesellschaft (musique des Caraïbes).

Le bénéfice de cette semaine servira intégrale-
ment au financement de projets culturels au Nica-
ragua et au Guatemala. Collaborez à la réussite de
cette semaine. Achetez un abonnement : Fr. 55.—
à verser au CCP 10 - 25551 (Comité Nicaragua —
Lausanne) avec mention "Art pour Vivre". Vous
recevrez l'abonnement en présentant le récépissé
à la Librairie BASTA ou à l'entrée des salles.
(L'abonnement ne comprend pas l'entrée à la
Cinémathèque et au Théâtre des Faux-Nez.)

AU KURDISTAN, LA RÉSISTANCE CONTINUE !

"Au Kurdistan nord, durant
tout le mois de juillet, les com-
bats ont repris avec beaucoup
plus d'intensité que durant les
mois précédents, en particulier
à Bitlis, Siirt, Hakkari, Mardin,
Dersim. (...)

Partout dans le Kurdistan, la
population prend conscience en
s'engageant dans les mouvements
de Résistance et rejoint les rangs
du Front de libération nationale
(ERNK). Depuis des siècles,
l'Etat turc exerce sa domination
colonialiste, par la force militaire,
l'exploitation économique et po-
litique, afin d'anéantir notre
peuple. Toutes les classes so-
ciales se rassemblent sous le dra-
peau du ERNK, créé le 21 mars
1985 et résultante d'un mouve-
ment de lutte amorcé en 1970.

Le gouvernement turc ne
peut plus juguler ni cacher le
développement de cette résis-
tance qui le menace chaque
jour un peu plus; d'ailleurs
dans un rapport publié début
juillet, le Premier Ministre re-
connaît lui-même: "Le nom-
bre des séparatistes a augmen-
té de 23 o/o."

Dans cette guerre, l'Etat
turc (...) utilise un équipement
militaire très moderne, recourant
à des méthodes de guerre spé-
cifiques, que l'impérialisme a sans
cesse développées contre les
luttes des peuples. Ces méthodes
sont tout d'abord officialisées
d'une façon implicite sur le
terrain pour ensuite être votées
par le Parlement. Le but de la
junte consiste à isoler le peuple
kurde du reste du monde, pour
qu'il demeure ignoré surtout
des pays progressistes et démoc-
rates. (...)

Comité du Kurdistan,
poste restante,
1217 Meyrin 1 (GE)



photo la brèche

"Les Etats-Unis fêtent leur indépendance
et sabotent celle du Nicaragua.
Non à l'intervention!"

FÊTER QUELLE INDÉPENDANCE ?

Le 4 juillet dernier, jour de la fête
nationale américaine, la section fri-
bourgeoise du PSO a tenu à célébrer
l'événement à sa façon. Une dizaine
de membres et de sympathisant(e)s
se sont en effet réunis devant le
McDonald local, symbole, s'il en est,
du "mode de vie" yankee et de sa
propension à vouloir s'imposer par-
tout. Devant une banderole expliquant
qu'en même temps qu'ils fêtent leur
indépendance les Etats-Unis sabotent
celle du Nicaragua, le PSO a distribué
un tract attirant l'attention des pas-
sants sur les menaces de l'intervention
américaine en Amérique centrale et sur
l'enjeu des luttes de libération dans la
région. Cette manifestation symbo-
lique, qui a duré une bonne demi-
heure, a pu se dérouler sans problème
après une petite séance de négociation
avec le gérant de l'établissement. La
radio et la presse locale en ont rendu
compte.

correspondant



SUGGESTION

La LCR (Ligue communiste révo-
lutionnaire, section française de la
IV^e Internationale) vient de publier
un livre consacré à notre camarade et
dirigeant Pierre Frank, à l'occasion du
premier anniversaire de sa mort.

Ce livre est composé de deux par-
ties : la première rassemble une série
de témoignages de camarades de
combat qui ont bien connu P. Frank,
la seconde partie est composée d'une
sélection de textes politiques de notre
camarade couvrant la situation en
France des années 34 à 39 ainsi que
des deux préfaces rédigées en intro-
duction à *Où va la France?* en 1958
et 1968.

Cet ouvrage peut être commandé
à : Presse-Edition-Communication
(PEC), 2, rue Richard-Lenoir, 93 108
Montreuil, France.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Réfugiés : le double langage de Mme Kopp 1

POLITIQUE

Chasse à l'amiante : deux ans ont payé 3

Canton de Vaud : on ne badine pas avec 3

les défilocages

Genève : le PdT claqua la porte 8

Sainte-Croix : poudre aux yeux ! 8

SOCIAL

Congrès VPOD : débats sur l'avenir 4

Fabrique Leu : grève pour défendre les acquis 4

Magasins Gonset : licencier pour s'enrichir 5

Licenciements à ETA Marin 5

Capitalisme et crise 5

DOSSIER

Guerre froide : les USA à l'assaut du monde 6-7

La réaction stalinienne 7

INTERNATIONAL

Elections mexicaines : le PRT au gouvernement 9

Etats-Unis : la reaganomics en prend un coup 9

Salvador : en zone libérée, entretien avec 10

un infirmier

Note internationale 10

ALIRE

Kurt Tucholsky : "La satire a-t-elle des droits ? 11

Tous"

L'ÉVÈNEMENT

Afrique du Sud : "Une évolution à la latino- 12

américaine", interview d'un dirigeant
du Forum national

abonnez- vous

Abonnements à La Brèche :

Fr. 6 mois, enveloppe ouverte 22,50

une année, env. ouverte 45.-

une année, env. fermée 55.-

une année, étranger (Europe) 80.-

abonnement de soutien 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne (021) 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique
vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Chasse à l'amiante :

Lorsque notre livre sur les dangers de l'amiante est paru, en automne 1983¹, la presse alémanique a gardé le silence le plus complet – contrairement à la Suisse romande ou au Tessin. Mais depuis qu'au Tessin la section du PSO a dénoncé la présence d'amiante dans une école, en mai 1984, l'affaire a commencé à faire le tour du pays. Dans plusieurs cantons romands, le PSO a de même dénoncé des floccages à l'amiante. Et même en Suisse alémanique, les listes de bâtiments floqués étant publiées par nos camarades, les autorités ont dû affronter la question. A Bâle, elles ont dû entreprendre l'assainissement de la salle d'école de Vogelsang, à Zurich celui du studio de télévision de Leutschenbach.

En général, le souci premier des autorités a été d'entreprendre quelques mesures pour pouvoir se prévaloir d'avoir fait quelque chose. Mais la campagne amorcée par le PSO a eu un écho dans les organisations syndicales. La FOBB avant tout – directement concernée comme syndicat de la construction – a enquêté à son tour sur les bâtiments. Elle est, par exemple, intervenue dans le cas du Hallenstadion de Zurich. La FOBB a repris à son tour la revendication que tous les lieux floqués soient publiés. Et surtout, elle a obtenu de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accident (CNA) que celle-ci ouvre une permanence d'information où quiconque puisse s'adresser. On peut

Deux ans ont payé

ainsi s'adresser en tout temps au téléphone (041) 21 51 11 (demander la section "chimie") et obtenir des expertises gratuites sur l'amiante.

Au sein de l'Union syndicale suisse (USS) aussi, les dangers de l'amiante ont été reconnus. En début de cette année, l'USS a publié une brochure sur l'amiante et la santé sur la place de travail qui reprend largement les revendications émises par le PSO et montre quelles solutions alternatives à l'amiante existent. La CNA et l'entreprise Eternit (producteur d'amiante) n'avaient pourtant pas ménagé leurs pressions pour que l'USS modère le ton.

Dénonciations publiques, réactions embarrassées des autorités, sensibilité accrue dans les syndicats, questions ouvertement posées sur le rôle de la CNA : c'en était trop. Il fallait bien que les autorités fédérales finissent par s'en préoccuper. Les dernières, évidemment. L'Office fédéral pour la protection de l'environnement (OFPE) a publié, en avril 1985, un rapport sur la question de l'amiante dans les installations sportives (Cahier No 36 de l'OFPE). Ce document montre comment les autorités ont dû réagir aux pressions, car il souligne que "les bâtiments floqués à l'amiante doivent être assainis".

Mais les autorités fédérales ne sont pas prêtes à prendre leurs responsabilités. Au-delà des bons conseils, elles n'envisagent pas d'engager du personnel supplémentaire pour parer au danger. Même l'information de la population devait rester dans les tiroirs. La liste des 4000 bâtiments floqués à l'amiante, établie par les instances fédérales, a été expédiée aux cantons et à la CNA. Elle n'était pas destinée au public. Mais *Le Matin* du 16 août 1985 a consacré deux pleines pages à publier une partie de cette liste ! Le "secret fédéral" ne pouvait être gardé après tant de mois de pressions publiques et de demandes d'explications.

Deux ans de campagne contre les dangers de l'amiante ont ainsi été payants. Mais il reste à faire l'essentiel : bannir l'amiante des produits industriels et des matériaux de construction. Dans chaque ville et chaque canton, la dénonciation de l'amiante doit ainsi se poursuivre – avec toutes les forces syndicales, politiques, écologistes prêtes à y participer – pour qu'on ne puisse plus avoir à parler, demain, d'une mystérieuse liste de 4000 bâtiments floqués.

M. Rivière

1. Eternit : poison et domination. Une multinationale de l'amiante. PSO/Veritas. En vente dans nos locaux.

Canton de Vaud :

On ne badine pas avec les déflocages !

Les dangers de l'amiante, et en particulier des floccages à l'amiante, sont aujourd'hui largement connus. Ceux des déflocages le sont aussi. Si de telles opérations sont réalisées sans respecter strictement les mesures de sécurité et les méthodes de travail mises au point par les spécialistes, les déflocages peuvent alors se transformer en une véritable catastrophe, conduire à la dispersion d'énormes quantités de fibres d'amiante dans l'atmosphère, et mettre gravement en danger la santé des travailleurs qui auront réalisé ces travaux.



Parmi les gravats provenant de la démolition des murs et de parties du plafond, des amas de floccage (flèche) à l'amiante crocidolite.

Les nombreuses directives édictées aux Etats-Unis ou en Europe afin de définir de manière sérieuse la méthode devant être suivie pour réaliser des déflocages confirment la gravité de ce problème. Ainsi une résolution (septembre 1983) de la Communauté économique européenne (CEE) impose pour tout travail de déflocage "l'établissement d'un plan de travail (avant démolition, réd.) qui prévoira les techniques applicables ainsi que la fourniture des équipements de protection individuelle nécessaires". Quant à l'Office fédéral de la protection de l'environnement, il a adressé le 14 novembre 1984 une circulaire aux services techniques cantonaux compétents où il est précisé que "les travaux (de déflocage, réd.) ne devraient pas être entrepris sans avoir été suffisamment étudiés, car des mesures inappropriées et hâtives peuvent présenter de loin plus de dangers qu'un assainissement bien préparé et entrepris au bon moment".

Insister sur les dangers des déflocages "sauvages" est d'autant plus nécessaire que, les menaces représentées par l'amiante étant largement connues, notamment grâce à la campagne d'information menée par le PSO, les travaux d'enlèvement de floccages vont se multiplier. D'où l'importance qu'ils se fassent correctement.

Drôle d'exemple

Dans le canton de Vaud est en train de se dérouler le premier déflocage depuis qu'a eu lieu la campagne de dénonciation des dangers de l'amiante. Qui plus est, ces travaux sont entrepris par les autorités cantonales elles-mêmes. Depuis la fin du mois de juin, les travaux de démolition du bloc opératoire de l'ancien hôpital cantonal ont commencé. Ce bâtiment est floqué à l'amiante, ce que les autorités savent puisqu'il fait partie de la liste établie par l'Office fédéral de la protection de l'environnement. Toutes les conditions étaient réunies pour permettre, et assurer, que ces

Economies sur la sécurité

Pourtant une autre démarche est possible. On aurait pu procéder à des sondages préalables qui auraient permis de localiser les floccages. C'est la méthode recommandée par les spécialistes. Les autorités cantonales la connaissent, comme elles le confirment dans leur réponse à la lettre ouverte du PSO : "Deux solutions (pour localiser les floccages à l'amiante, réd.) étaient envisageables : soit effectuer des sondages dans tous les locaux des 6650m², soit débiter les travaux en exigeant des mandataires et des entreprises de signaler immédiatement toute découverte d'amiante."

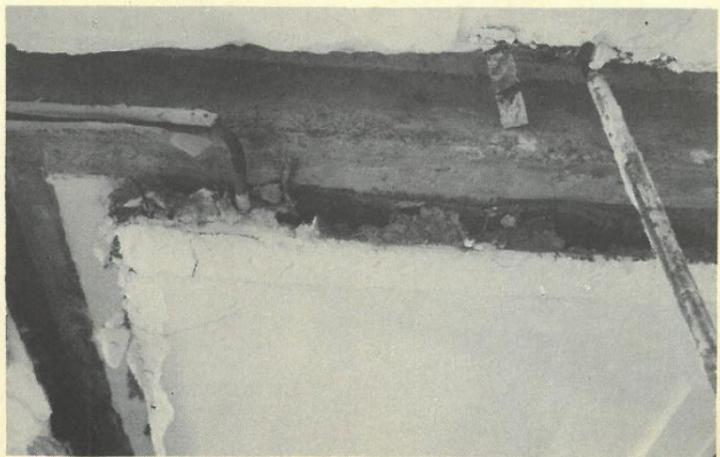
Par négligence, ou par souci mesquin d'économies, les autorités ont préféré choisir la deuxième solution, prenant le risque de mettre en danger la santé des travailleurs.

Cet exemple montre que malgré toutes les informations scientifiques émanant d'organes officiels, certaines autorités cantonales sont encore prêtes à rogner sur les mesures de sécurité en matière d'amiante. Une attitude éloignée de la démarche exemplaire que l'on pourrait attendre d'autorités responsables de la santé publique.

Aujourd'hui la liste officielle des bâtiments floqués à l'amiante a enfin été partiellement rendue publique par... *Le Matin*¹, alors que les autorités cherchaient à la garder secrète. Ainsi, plus de quatre mois après l'établissement de cette liste, certaines municipalités et propriétaires ne sont toujours pas informés de la présence d'amiante dans leurs immeubles. Le problème des déflocages va donc se poser avec d'autant plus d'acuité. Il est indispensable qu'ils se déroulent strictement selon les normes de sécurité, et que les propriétaires ne cherchent pas, comme dans le cas présent, à réaliser ces travaux à la sauvette pour tenter d'économiser sur la sécurité. Plus que jamais il faudra donc être vigilant. On ne badine pas avec les déflocages.

Jean Fleury

1. La liste publiée par *Le Matin* est partielle puisqu'elle ne contient que les bâtiments comprenant plus de 100m² d'amiante. Pourtant un seul mètre carré peut, suivant son état ou la manière dont il est déflocué, être une source de grave pollution vu le caractère hautement nocif de l'amiante. La lacune est importante. Pour le canton de Vaud par exemple, *Le Matin* ne mentionne que 76 des 111 bâtiments recensés officiellement.



Plafond du bloc opératoire (Hôpital cantonal). On remarque, entre la dalle en béton et le plafond suspendu en plâtre, l'épaisse couche de crocidolite démolie sans précaution.

Congrès du Syndicat suisse des services publics :

DÉBATS SUR L'AVENIR

Plus que les précédents, le congrès du Syndicat suisse des services publics (SSP/VPOD) des 27/29 juin a donné l'image de la diversité. Des syndiqués retraités côtoient la génération dans la trentaine, très présente dans les débats. Les femmes, qui formaient un cinquième des délégués (correspondant à leur part dans les effectifs syndicaux), reflétaient par leurs votes le rôle actif des commissions féminines. Les délégués de la santé ont fortement plaidé pour un projet d'organisation syndicale dans les hôpitaux. Des Tessinois ont demandé de renforcer les groupes SSP dans la police pour contrer la tendance à sa militarisation. Les Romands, notamment la forte délégation genevoise, ont porté la moitié des interventions sans que se manifestent des réactions d'impatience, malgré la mauvaise traduction.



Interfoto

sur le temps de travail" (que nous avons déjà critiqué dans *La Brèche* No 343, 8 juin 1985). Cette chartre ouvre la porte à tous les aménagements du temps de travail, y compris avec baisse du salaire.

Elle a été fortement critiquée, notamment par la délégation genevoise et les femmes, ces dernières critiquant les effets de "l'individualisation" des horaires, entre autres chez les femmes les moins bien défendues.

Mais ce débat s'est reflété dans d'autres décisions à propos des "lignes directrices de l'action syndicale". Le passage vantant les "possibilités individuelles" d'aménagement de l'horaire a été supprimé au profit d'une mise en garde contre l'utilisation patronale des horaires flexibles. De même, la revendication des 35 heures a été complétée par "le maintien du plein salaire" et une "augmentation correspondante des effectifs". En

revanche, une motion proposant de combattre toute revendication d'horaires flexibles, travaux temporaires et *job sharing* n'a pas obtenu la majorité.

Ce débat montre que la discussion reste ouverte, dans le SSP, sur la diminution du temps de travail. C'est un point important au regard des positions que l'Union syndicale suisse doit bientôt prendre à ce sujet.

Fanconi



La grève des nettoyeurs à l'Hôpital cantonal de Genève en mai 1984.

C'est un changement au regard des derniers congrès où les différences politiques étaient souvent cachées par des attaques contre "les Romands", les "intellectuels ou les femmes inexpérimentées". Le débat a ainsi porté sur les différentes lignes d'orientation du syndicat qui se sont manifestées ces dernières années (cf. *La Brèche* No 344, 22 juin 1985).

La direction sans perspectives

Dans son rapport d'activité, Walter Renschler a dressé un bilan réaliste de la période écoulée. Les acquis de la compensation du renchérissement n'ont pas pu être maintenus et le SSP n'a guère avancé dans ses objectifs prioritaires, la réduction du temps de travail par exemple. Renschler en conclut qu'il faut s'appuyer davantage sur une politique de mobilisation, soulignant les acquis positifs obtenus par la grève à Genève.

Cet appel d'en haut a dû surprendre bien des délégués des sections traditionnelles rodées à la négociation sans mobilisation. Mais comment mobiliser? Sur ce point, la direction du SSP est avare de réponses précises. Les "lignes directrices de l'action syndicale" proposées par la direction étaient à cette image: elles ne disent rien de la crise capitaliste mais présentent le SSP comme plus fidèle à l'Etat

que les radicaux et réclament la participation...

La gauche active écoutée

Les interventions de la gauche active, qui se réclame de la lutte de classe, ont eu dès lors un certain poids dans le congrès. D'autant qu'à Genève, la politique de mobilisation a obtenu des résultats tangibles, ce que les syndicalistes traditionnels ont écouté avec attention. L'intervention d'un délégué sur la grève du KIO (établissement pour handicapés à Berne) et d'un Biennois sur le maintien de la compensation du renchérissement suite à une manifestation de rue ont aussi suscité des applaudissements.

En sachant montrer ce que peut être une politique de mobilisation syndicale, la gauche a obtenu un résultat surprenant par rapport au dernier congrès: une motion de Genève résumant les moyens de lutte a été adoptée contre la formulation de Renschler — à vrai dire peu défendue. Les "enseignements de Genève" sont ainsi devenus la ligne "officielle" du SSP — sur le papier tout au moins.

Le débat sur le temps de travail

Ce thème était sans doute le plus important. La direction soumettait (sans décision) un projet de "Charte

Fabrique de meubles Leu près de Lausanne :

Grève pour défendre les acquis

Mardi 13 août, les ouvriers et ouvrières de la fabrique de meubles Leu à Chavannes-près-Renens se mettent en grève. En reprenant le travail à sept heures du matin, ils se réunissent dans le réfectoire qu'ils occuperont durant toute la journée. Il y a dix ans déjà, les employés de Leu avaient mené une grève victorieuse pour s'opposer aux réductions de salaires voulues par la direction. Cette année, c'est à nouveau la remise en cause d'un acquis, les pauses payées, qui est à l'origine du débrayage organisé avec l'appui de la FOBB (syndicat du bois et du bâtiment). Le PSO a immédiatement apporté son soutien aux grévistes. Nous en avons profité pour demander à un travailleur de chez Leu de nous expliquer les motifs de cette grève.

La Brèche: Peux-tu tout d'abord nous présenter l'entreprise Leu?

Un travailleur de chez Leu: L'entreprise Leu fait partie d'une multinationale (*Hukla, multinationale allemande, réd.*). Il y a 130 employé(e)s, dont 80 à la fabrication. Nous sommes actuellement une soixantaine en grève; il y a encore une dizaine de personnes en vacances, et une dizaine d'autres qui n'ont pas voulu participer à la grève pour divers motifs.

* Quelles sont les raisons pour lesquelles vous vous êtes mis en grève?

— La première raison, c'est qu'il y a six licenciements. La deuxième, c'est qu'ils veulent supprimer la pause du matin et de l'après-midi. La pause du matin d'un quart d'heure serait maintenue, mais elle ne serait plus payée; et celle de

l'après-midi de dix minutes serait supprimée.

* Par quoi la direction justifie les licenciements?

— Par des raisons économiques: baisse de commandes. Mais avant l'été, il y a toujours eu des baisses de commandes. Cette année, c'est peut-être un tout petit peu plus fort; mais pour nous ce n'est pas une raison pour licencier.

La grève s'est poursuivie le lendemain, alors que se déroulaient des négociations, qui ont abouti, entre la direction, la commission du personnel et le syndicat. Il faut noter dans ce cadre l'arrogance toute particulière de la direction. La veille de la grève, qui était le premier jour où la suppression des pauses devait entrer en vigueur, les travailleurs ont tout de même pris

leurs dix minutes de l'après-midi et ont tenu une assemblée. La direction a immédiatement fait afficher un avertissement annonçant que: "toute personne prise en flagrant délit de pause (sic) alors qu'elle n'y est pas autorisée sera renvoyée avec effet immédiat pour juste motif (abandon du poste de travail)". Et le soir même de la première journée de grève, le patron de choc de Leu envoyait à tous les grévistes une lettre recommandée leur annonçant leur licenciement.

Mais il a dû finalement reculer devant la grève, et accepter un compromis: les lettres de licenciements envoyées aux grévistes sont annulées; la pause du matin sera à nouveau payée; la pause de l'après-midi est maintenue, mais sans rétribution. Les six licenciements par contre sont maintenus.

La grève a donc obligé la direction à faire marche arrière sur une partie de son projet. Cela est d'autant plus important qu'elle garde dans ses tiroirs un plan de réévaluation du travail et des salaires du personnel. Réévaluation à la baisse, il y a fort à parier! Mais par leurs deux jours de grève, les travailleurs de chez Leu ont montré leur détermination à défendre leurs conditions de travail.

correspondant

LICENCIEMENTS
À ETA MARIN

Lors du forum contre le travail de nuit du 15 juin, la direction invitée avait donné la garantie qu'aucune sanction ne serait appliquée contre le personnel opposé au travail de nuit (*La Brèche* No 344, 22 juin 1985). Promesses faites en l'air : quatre jours après, deux des personnes, qui avaient dénoncé leurs conditions de travail et souligné qu'elles ne travaillent pas de nuit par choix personnel (1), recevaient déjà l'avis oral de leur licenciement ! Intervention immédiate du Comité travail et santé auprès de la direction, auprès du Conseil d'Etat et de la FTMH pour tenter d'annuler cette intention de licenciement. Rien n'y fit : ETA Marin licencie. Froidement : "... nous avons préféré renoncer définitivement à vos services, car nous ne voulons obliger personne à travailler contre son gré."



Voilà l'argument. Noir sur blanc pour celui des licenciés qui refusait — "parce que c'est intenable" — d'accepter l'horaire en continu, sept jours sur sept avec un seul dimanche de congé par mois. Licenciement aussi pour une femme qui après huit ans d'usine demandait, sur avis médical, de travailler dans un horaire fixe. La direction lui avait "généreusement" accordé un tel horaire pendant six semaines tout en précisant qu'elle ferait le point de la situation à la fin de cette période. "Nous espérons que vous serez en mesure de reprendre l'horaire en équipes tournantes et que nous pourrions à nouveau compter sur votre présence et une efficace collaboration de votre part. Dans le cas contraire, (...), il serait alors nécessaire que vous retrouviez une autre situation plus en rapport avec votre état de santé." (lettre d'avril 1985.) Quand la santé n'y est plus, on n'a pas le choix... La dame a repris son travail en équipes en mai. En juillet, le chef lui refusait deux jours de congés non payés. Elle les a pris. La direction l'a licenciée. Sans préavis. Voilà qui en dit long sur le respect qu'a cette entreprise pour la santé de son personnel. Et pour que cette politique scandaleuse puisse se faire en toute tranquillité, ETA Marin "nettoie" : elle licencie le vice-président de la commission du personnel, militant actif qui intervient à l'extérieur comme à l'intérieur de l'entreprise contre toute extension du travail de nuit et pour l'amélioration des conditions de travail de ceux qui y sont déjà astreints, parce qu'il est décidément trop gênant. La direction a déjà tenté de le licencier à deux autres reprises pour la même raison. Cette fois elle paraît décidée à aller jusqu'au bout, malgré l'opposition claire de la Commission du personnel, malgré une pétition des collègues de travail demandant l'annulation de ce licenciement. Affaire à suivre.

Magasins Gonset :

Licencier pour s'enrichir



"Bas salaires et conditions de travail pénibles." Ici La Placette.

A la fin juin, les Grands Magasins Gonset SA annonçaient plus de cent licenciements vu la fermeture progressive de ses seize filiales. Dans un délai de 18 mois, 56 emplois dans le canton de Vaud et 47 dans ceux de Neuchâtel, Jura, Valais et Berne seront supprimés. La direction a promis de mettre en oeuvre "toutes les mesures sociales à sa portée" et justifiait sa décision par un manque à gagner. Plusieurs de ses magasins seront loués à la chaîne ABM (filiale de Globus à Zurich) qui, toujours d'après la direction de Gonset, favorisera le réengagement du personnel licencié.

Le holding Gonset, dirigé par la famille du même nom, emploie dans ses seize magasins, ses entrepôts et son centre administratif quelque 600 travailleurs/euses. Sa stratégie de reconversion consiste en : la location d'un certain nombre de bâtiments à ABM ; la prise de contrôle de Conforama-Suisse (Gonset a racheté 70 o/o des actions), magasins de meubles plus rentables. Ce n'est donc pas suite à des difficultés financières ou à un dépôt de bilan que Gonset ferme. Il s'agit pour le conseil d'adminis-

tration d'augmenter la rentabilité de son capital en louant ses locaux comme une gérance immobilière et en exploitant les magasins Conforama plus profitables. Comme le souligne la Confédération romande du travail (CRT), qui a pris en charge la défense des employé(e)s, ce sont bien les 600 places de travail de Gonset qui sont à moyen terme menacées.

Bas salaires et mépris

Le secteur de la vente se caracté-

tise, entre autres, par des bas salaires et des conditions de travail pénibles. Gonset ne fait pas exception à la règle, bien au contraire : les salaires qu'il "offre" sont parmi les plus bas du commerce de détail.

Dans le personnel de la vente par exemple on trouve des salaires horaires de 7,60 francs et des salaires mensuels de l'ordre de 1500 francs brut. En outre le groupe a pour politique d'employer, à côté du personnel fixe, un important effectif d'auxiliaires, évidemment moins "protégés". Entre les magasins de Delémont, Bulle et Estavayer, sur 57 salariés au total, 20 sont des auxiliaires.

La fortune de Gonset s'est construite de cette manière et maintenant, rentabilité oblige, la direction licencie sans même proposer un plan social. Voilà à quoi se résument "les mesures sociales" citées par la direction.

LES REVENDICATIONS

La CRT veut entamer des négociations sur la base suivante :

- * maintien du plus grand nombre possible d'emplois chez ABM et Conforama avec paiement d'une formation complémentaire pour le meuble ;
- * étude sur les possibilités d'un redémarrage d'anciens magasins Gonset sous une autre raison sociale et sous une forme commerciale à déterminer ;
- * Gonset doit s'engager à retrouver des postes de travail à des conditions similaires et dans la région d'habitation du personnel et des apprentis licenciés ; à compléter les indemnités de chômage jusqu'au montant du salaire ; à verser une aide financière pour le recyclage professionnel de ceux qui le désirent ;
- * tous les travailleurs/euses doivent bénéficier d'une indemnité de licenciement.

Ne pas laisser faire

Le Syndicat des employé(e)s de magasin (SEM), affilié à la CRT, a immédiatement réagi. Durant la première semaine de juillet, sept assemblées du personnel se sont tenues dans les différentes localités où sont implantés les magasins Gonset. A cette occasion, le syndicat a constaté que l'information donnée par la direction différait de cas en cas. Pierre Gonset, administrateur du holding, n'est jamais venu s'expliquer devant le personnel.

La promesse de ré-emploi d'une partie des licenciés par ABM et Conforama est pour l'instant toute théorique. L'implantation de Conforama se fera vraisemblablement avec une main-d'œuvre réduite aux deux tiers de ce qu'elle était chez Gonset. ABM, pour sa part, prévoit simplement de louer des locaux vides à Yverdon, Neuchâtel et Martigny. Au maximum, il ré-engagera une dizaine de personnes.

La défense de l'emploi ne peut bien sûr pas reposer sur ces promesses patronales. Dans ce sens, la CRT a défini un ensemble de revendications (cf. encart) discutées au cours des assemblées. Dès la rentrée, d'autres assemblées auront lieu qui décideront des mesures à prendre.

P. Girardet

CAPITALISME ET CRISE

IBM alias 007

La Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie (FIOM) accuse le géant de l'informatique IBM de faire surveiller les activités syndicales de ses employés. Depuis quelque temps, une note confidentielle est adressée à cet effet aux directeurs d'IBM. Cette note "intime au staff concerné d'espionner leurs salariés lorsqu'ils parlent augmentation de salaires, ou syndicalisme. Et de dénoncer ces propos dans la minute qui suit. La délation vise aussi bien les rumeurs d'organisation syndicale que l'individu isolé qui tente d'exprimer l'avis d'un groupe d'employés." (*Libération*, 31 juillet 1985.) Même les activités syndicales ne concernant pas directement la firme mais qui se déroulent près d'IBM sont visées comme, par exemple, les piquets de grève. Et la note patronale de conclure sur cette sage sentence :

"Tous les incidents, et pas seulement ceux qui peuvent sembler importants aux directions locales doivent être rapportés. Un incident isolé et pris isolément, peut paraître sans importance, mais peut prendre tout son sens quand il est relié à d'autres informations." Les nouvelles technologies ouvrent quelquefois d'inquiétantes perspectives.

Des plus pauvres aux plus riches

Le tiers monde finance les pays développés. C'est ce qui ressort des chiffres publiés par la Banque des règlements internationaux (BRI). En 1984 le tiers monde a confié au système bancaire international deux fois plus de fonds qu'il n'en a obtenus. Les banques des grands pays industriels occidentaux et d'Asie du Sud-Est ont recueilli du reste du monde 34 milliards de dollars de dépôts nouveaux

l'an dernier. L'Amérique latine, continent qui connaît une dette de l'ordre de 350 milliards de dollars, a confié aux banques importantes 11,4 milliards de dollars en 1984. Dans le même temps, les pays sud-américains n'ont reçu que 3,5 milliards de nouveaux prêts. Par contre, le système bancaire a quasiment financé le déficit de la balance américaine des paiements courants. Les prêts des banques à l'économie américaine se sont accrus en 1984 de 9,8 milliards de dollars. "Il s'est produit un important transfert de ressources des pays en développement vers le reste du monde via le secteur bancaire international", commente la BRI avec une étonnante "clairvoyance". Le "on ne prête qu'aux riches" s'est transformé dans le langage de la grande finance en "prendre aux pauvres pour donner aux super-riches".

Burke

L'heure d'été crée, dit-on, des problèmes aux petits enfants, qui ont de la peine à s'endormir. On pourrait peut-être leur raconter alors la légende de la Deuxième Guerre mondiale, qui veut qu'un beau matin trois grandes nations, les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS, soudainement réveillées par les crimes fascistes, s'unissent dans le combat pour la démocratie et la liberté. Parées de toutes leurs vertus, les trois Grâces deviennent alors les Trois Grands.

Cette version philanthropique et dormitive devient muette quand commence la marche à la guerre froide, sauf à faire appel au Malin (en américain : l'URSS). Les raisons du déclenchement du conflit, de l'entrée en guerre des Etats alliés et donc de leur affrontement futur ne suivent de toute évidence pas les mêmes canons que les oeuvres des frères Grimm.

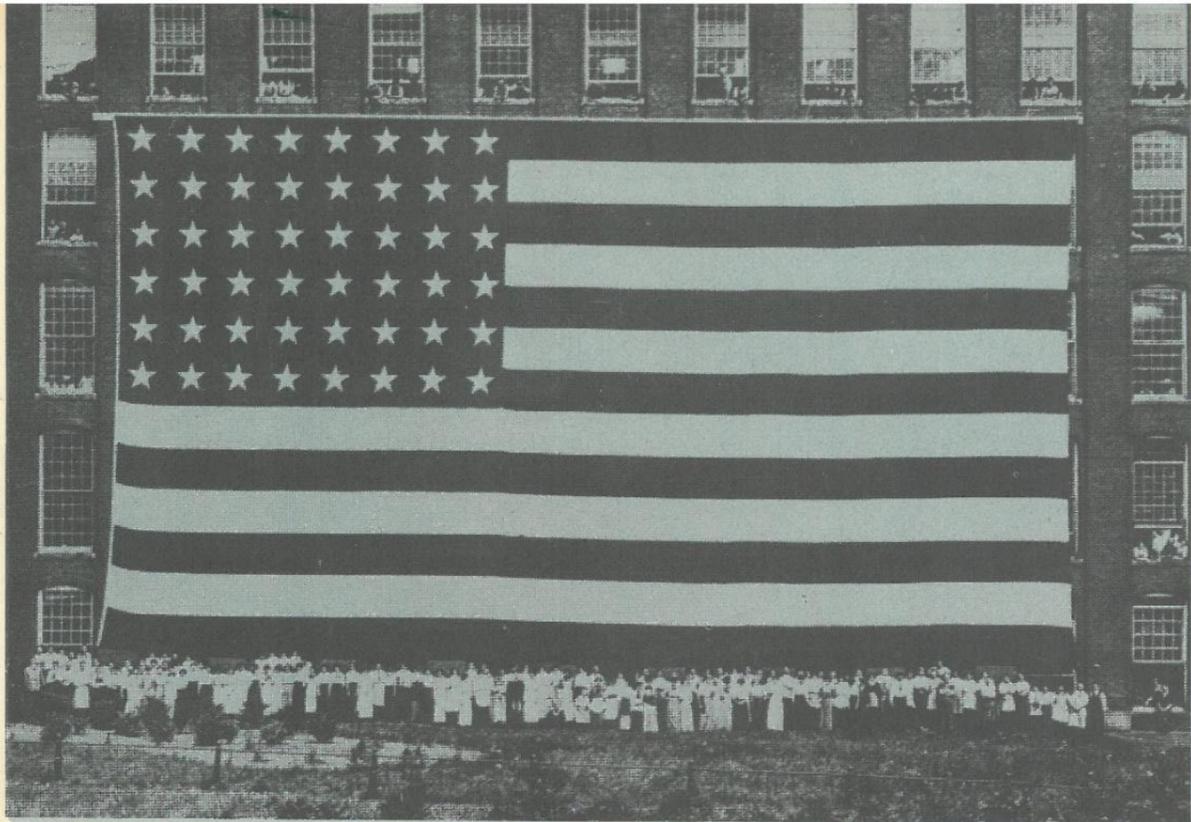
DE LA "GRANDE ALIANCE" À L'ENDIGUEMENT

En se lançant à l'assaut de l'Europe puis de l'URSS, Hitler répondait aux besoins d'expansion du capital allemand. Il tentait ainsi d'écarter définitivement sa rivale britannique pour, sur la base de l'énorme puissance matérielle et militaire ainsi accumulée, défier les Etats-Unis. Sous cet angle, la Deuxième Guerre mondiale issue en droite ligne de la crise des années trente fut typiquement interimpérialiste. Mais — car il y eut un gros mais — au moment où la Wehrmacht était bloquée aux portes de Leningrad, Moscou et Stalingrad, le risque du coup de poker hitlérien ressurgissait : la fin de la Deuxième Guerre mondiale n'allait-elle pas, comme celle de la Première, provoquer une vague révolutionnaire, cette fois d'autant plus forte qu'elle pourrait s'appuyer sur l'Armée rouge et un Etat non capitaliste victorieux ? En ce sens, il y eut deux guerres dans la Deuxième Guerre mondiale, pour reprendre l'expression d'Isaac Deutscher : "Une guerre civile internationale, avec un potentiel social révolutionnaire énorme, se développa au sein de la guerre mondiale. Cependant le stalinisme continua à se cramponner obstinément à la sécurité conventionnelle, à la raison d'Etat et à l'égoïsme national sacré. (...) Il n'opposa pas au nazisme l'idée du socialisme et de la révolution internationale. (...) En plus, il ordonna aux divers mouvements de résistance dirigés par les communistes en Europe de lutter uniquement pour la libération nationale, et non pour le socialisme." (in *La Révolution inachevée*, cité par Claudin, p. 522.)

Ce risque d'un embrasement révolutionnaire, l'impérialisme américain en était fort conscient, exigeant sans cesse en contrepartie de son aide que l'URSS renonce à tout ce qui pouvait ressembler à une politique révolutionnaire. Ce que fit sans problèmes la bureaucratie soviétique. Aussi le *New York Times* du 22 décembre 1942 notait avec satisfaction que "Les mots d'ordre de Staline (...) ne sont pas des mots d'ordre marxistes poussant les prolétaires du monde à s'unir, mais des mots d'ordre sur le patriotisme, la liberté et la patrie." Mais le 9 mars 1943, le vice-président Wallace revient à la charge : "La guerre serait inévitable si la Russie embrassait de nouveau l'idée trotskyste de fomenter une révolution mondiale." Après le 16 mai toutefois, la presse américaine jubile, à l'exemple du *Chicago Tribune* : "Staline a tué les derviches de la foi marxiste. Il a exécuté les bolcheviks dont le royaume était le monde et qui voulaient la révolution universelle." (citations tirées de Broué, p. 433 s.) Entre les deux dates, il y a tout simplement la dissolution officielle, par Staline, de l'Internationale communiste...

Voilà un exemple typique du marchandage permanent que couvre ce que l'on appelle la "grande alliance". Ce genre de tractations se poursuivra tout au long du conflit. Les conférences anglo-russes à Moscou, celles de Yalta, Téhéran, Postdam, celles des ministres des Affaires étrangères, les traités officiels et leurs clauses secrètes auront la même fonction. C'est au cours de ces discussions que le partage, formulé en termes vagues ou en pourcentage, des zones d'influences en Europe se fit. Frictions, désaccords et mise à l'ordre ne manquent pas. Mais l'essentiel subsiste, à savoir que c'est de cette manière-là, par la négociation permanente du rapport de forces sur le terrain, que se fixe le sort de l'Europe et du monde. Les grandes déclarations démocratiques couvertures de cyniques marchandages (Charte de l'Atlantique, par exemple) n'y changent rien.

Puis, peu à peu, les rouages se grippent. Churchill, qui sent couler l'Empire britannique, devient agressif. Mais le changement devient net, autour de la conférence de Postdam (mi-juillet 1945). Churchill (bientôt remplacé par Attlee) en explique les raisons : "Nous possédions des forces auxquelles nulle résistance ne pouvait s'opposer (...) notre vision de l'avenir fut transformée." (in Horowitz, p. 50.) Le 16 juillet, la bombe atomique avait en effet été testée avec succès à Alamogordo au Texas. Et au soir d'Hiroshima, Truman, ivre d'orgueil, s'exclame : "Nous pouvons nous dire que nous sortons de cette guerre la nation la plus puissante du monde, la nation la plus puissante peut-être de toute l'Histoire." (in Fontaine, p. 313.) L'aigle américain pouvait enfin se déployer de toute son envergure. Et le durcissement de la position US, ses provocations mêmes prenaient tout leur sens. L'arrêt brutal et unilatéral, le jour même de la victoire, des livraisons américaines à l'URSS au titre du prêt-bail ; la bataille acharnée menée par la délégation US à la conférence de fondation des Nations-Unies pour en faire un instrument docile ; la déclaration de Truman, au moment de Nagasaki, disant que les pays de l'Est ne devraient "être la sphère d'influence d'aucune puissance" (in Horowitz, p. 50), signifiant ainsi la fin de la "grande alliance" : autant de signes montrant que



De Postdam à la guerre froide :

LES USA À L'ASSAUT DU MONDE

Dans le dernier numéro de *La Brèche*, nous avons rapidement décrit les motifs stratégiques et politiques du bombardement atomique de Nagasaki et Hiroshima. Sans pouvoir faire référence au cadre général dans lequel furent ainsi frappés ces véritables trois coups de la guerre froide. De nombreuses questions restèrent donc en suspens. Ce dossier en aborde quelques-unes, sans vouloir prétendre à l'exhaustivité, là où des tomes entiers n'y suffisent pas.

Les articles commémoratifs que la presse bourgeoise consacre aux différents événements de l'année 1945 (celui du *Monde* concernant Postdam, le 21 juillet 1985, par exemple) tentent de les placer sous l'éclairage de la lutte de la démocratie (occidentale) contre le totalitarisme (communiste). Nous y reviendrons peut-être une fois. Notons simplement, en guise d'introduction, que nous n'avons toujours pas compris comment ceux qui assassinèrent la Résistance grecque et s'apprétaient à charcuter le peuple coréen pouvaient donner des leçons de démocratie à qui que ce soit.

l'initiative de la confrontation revient à Washington. André Fontaine, actuel directeur du *Monde* et peu suspect de crypto-stalinisme le note : "Jusqu'à la mort de Staline, sept années plus tard, le ton de la polémique ne cessera de monter, le rideau de fer de s'épaissir, les incidents et les drames de se multiplier. Le monde à plusieurs reprises passera à deux doigts de la guerre. Dès le printemps 1946, la crise d'Iran va fournir un premier exemple de ces parties "au bord du gouffre" — en anglais *brinkmanship* — qui vont désormais ponctuer les grands chapitres de la guerre froide et que Truman, aussi longtemps qu'il disposera du monopole atomique conduira avec un extraordinaire sang-froid." (Fontaine, p. 326.)

L'ENVOL DE L'AIGLE

Dès avant Pearl-Harbour, un document militaire américain (signé par le général Marshall et l'amiral Stark) rangeait, parmi les "principaux objectifs nationaux" des Etats-Unis — outre leur propre défense et celle de l'hémisphère occidental ainsi que la nécessité de prévenir le démembrement de l'Empire britannique — l'établissement éventuel "en Europe et en Asie, d'un équilibre de pouvoir qui assurera presque certainement la stabilité politique de ces pays et la sécurité future des Etats-Unis" grâce à l'instauration "autant qu'il sera possible de régimes favorables à la liberté économique et à la liberté individuelle" (in

Fejtő, p. 20). Et le biographe de Roosevelt de noter : "La politique du président Roosevelt (...) était basée sur le principe que les Etats-Unis devaient porter intérêt au monde entier." (in Fejtő, p. 26.)

A la fin de la guerre, les USA ont ainsi la capacité d'appliquer réellement ces prétentions. Le conflit n'a pas ravagé leur territoire, leurs pertes humaines ont été relativement très faibles ; en quatre ans de guerre, le revenu national a plus que doublé. Ils détiennent une suprématie absolue dans les forces aériennes et navales, en plus de la bombe atomique. Le dollar devient la monnaie reine ; "les trois quarts des capitaux investis dans le monde et les deux tiers de sa capacité industrielle étaient concentrés en un seul pays, les USA (...)" (Horowitz, p. 66).

A partir de ces solides assises matérielles, l'impérialisme américain va se doter d'un gouvernement idoine : "Parmi les 125 plus importants postes gouvernementaux créés par Truman dans les deux premières années de l'après-guerre, 49 étaient occupés par des banquiers, des financiers et des grands industriels, 31 par des militaires et 17 par des juristes, la plupart en relation avec le monde financier. Le véritable siège du gouvernement semblait s'être déplacé de Washington vers un lieu situé à équidistance de Wall Street et de West Point." (in Horowitz, p. 43.)

Sur le plan intérieur enfin, finie la rigolade : la grande vague de grèves de 1946 entraîne l'adoption de lois anti-syndicales par une trentaine d'Etats ; le Congrès adoptera la loi Taft-Hartley (antisyndicale et anticommuniste) en

1947. "Anticommunisme et antisindicalisme seront les thèmes principaux de la campagne électorale de 1946. Ils peuvent accrocher dans l'opinion parce que se développe dans le même temps la crainte de la subversion communiste, elle aussi attisée par les responsables politiques." (Toinet, p. 25.) La "chasse aux sorcières" n'est pas loin, elle sera lancée publiquement en octobre 1946 par la Chambre de Commerce des USA, en tandem avec le FBI. Et si le 12 mars 1947, Truman définit ses conceptions en matière de politique extérieure (doctrine Truman), le 21 il établit un programme de vérification de la loyauté politique des fonctionnaires.

SOUS LES AILES DE L'AIGLE

L'ampleur du déploiement américain est proprement mondiale: "Identifiant expansionnisme soviétique et poussées révolutionnaires, les dirigeants de la politique américaine arrivaient à la conclusion que les frontières stratégiques de leur pays passeraient désormais par l'Europe centrale, le Moyen-Orient, en Chine, au Sud et Sud-Est de l'Asie. Pour enrayer l'expansion ultérieure de la Russie, ils voulaient s'opposer partout non seulement à l'influence directe de l'URSS, mais aussi — et par les mêmes moyens — au progrès du communisme et même du socialisme réformiste." (Fejtő, p. 175.)

En 1946, il y a des troupes américaines sur tous les continents et dans 56 pays. En 1949, plus de 400 bases navales US contrôlent le monde. L'armement de l'Europe occidentale et de l'Amérique latine dépend de traités passés avec les Etats-Unis.

L'expansion est aussi économique. Le Plan Marshall ouvre le fabuleux marché des reconstructions européennes à l'industrie américaine. Son octroi est lié à un certain nombre de conditions politiques: les ministres communistes sortent du gouvernement belge le 19 mars 1947, le 5 mai du gouvernement français et le 30 en Italie. Bientôt les dollars permettront de scissionner — avec l'aide de bureaucrates corrompus — les centrales syndicales communistes. Ainsi naissent Force Ouvrière en France et la centrale démocrate-chrétienne CISL en Italie. Bref, politique anti-ouvrière, présence militaire et bénéfiques à la hausse vont de pair, comme l'expliquera, lors de la guerre du Vietnam, un vice-président de la Chase Manhattan Bank: "En fait je vois quelque raison d'espérer qu'un développement économique pourra se réaliser dans les économies libres d'Asie comme cela s'est produit en Europe après la proclamation de la "doctrine Truman" et après que l'OTAN eut fourni un bouclier protecteur. La même chose s'est aussi produite au Japon après que l'intervention américaine en Corée eut éliminé les doutes des investisseurs." (in Julien, p. 279.)

L'aspect agressif de cette politique ne fait aucun doute. En juillet 1946, l'ancien vice-président Wallace dira son inquiétude au président Truman, à propos de mesures concrètes prises alors. Parmi celles-ci: 13 milliards de dollars de crédit pour les ministères de la Marine et de l'Air, les essais nucléaires sur l'atoll de Bikini, la poursuite de la production de bombes atomiques, la production de bombardiers B-29 et celle, prévue, de B-36, l'établissement sur toute la planète de bases aériennes, etc. Il conclut sa lettre en disant: "Ces faits font plutôt penser que soit

1) nous nous préparons à gagner une guerre que nous tenons pour inévitable ou 2) que nous essayons de renforcer notre hégémonie pour terroriser le reste de l'humanité. Comment réagirions-nous, si c'était la Russie et pas nous qui avions la bombe atomique, si c'était la Russie, et pas nous, qui possédions des bombardiers ayant un rayon d'action de plus de 10 000 milles ainsi que des bases aériennes à moins de 1000 milles de nos côtes?..." (cité in Horowitz, p. 54.)

Au cours de son étude, très fouillée, sur la politique étrangère américaine à cette époque, Horowitz dégage deux importantes conclusions. La première, c'est que s'agissant de l'URSS, les Etats-Unis visaient moins l'endiguement que l'écrasement: "Le but suprême de la direction américaine, dans la mesure où on peut le déduire de ses déclarations et de son action, va, au-delà du retrait unilatéral des troupes soviétiques en Europe de l'Est jusqu'à l'effondrement du pouvoir soviétique lui-même, et plus loin encore, de la Révolution russe." (p. 262) La seconde: "Les premiers flottements de l'immédiat après-guerre passés, il devint de plus en plus clair que la politique de guerre froide des Etats-Unis poursuivait des objectifs anti-révolutionnaires et non pas anti-expansionnistes (...)" (p. 384)

La menace militaire soviétique, la ruée vers les mers chaudes, la barbarie russe submergeant cette bonne vieille Europe? Un joli prétexte, comme le reconnaîtront d'éminents responsables américains, comme John Foster Dulles ou encore James V. Forrestal, ministre de la Défense en 1947. Nous citerons sur ce point l'un des artisans de la politique de l'endiguement, Georges M. Kennan, ancien plénipotentiaire US à Moscou, puis responsable de la planification de la politique extérieure: "Je n'ai jamais été d'avis que l'Union soviétique ait à un moment quelconque depuis 1945 désiré une guerre mondiale généralisée ou qu'elle fut pour un quelconque motif raisonnable disposée à déclencher un tel conflit, même si la bombe atomique n'avait jamais été inventée. (...)" (Horowitz, p. 261.)

Si l'aigle impérial américain quitta son aire et prit son envol, ce n'est pas devant l'attaque de l'ours soviétique, mais à la recherche de proies nourrissantes.

Eric Peter

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE CITÉS

- Pierre BROUÉ, *Le Parti bolchévique. Histoire du PC de l'URSS*. Paris, Ed. de Minuit, 1971, 652 p.
 Fernando CLAUDIN, *La Crise du mouvement communiste*. Du Komintern au Kominform. Tome 2. Paris, François Maspero, 1972, 766 p.
 Isaac DEUTSCHER, *Staline*. Paris, Gallimard, 1953, 446 p.
 François FEJTŐ, *Histoire des démocraties populaires*. Tome 1: L'ère de Staline. Paris, Seuil, 1972, 380 p.
 André FONTAINE, *Histoire de la guerre froide*. Tome 1: De la Révolution d'Octobre à la Guerre de Corée. Paris, Fayard, 1966, 496 p.
 David HOROWITZ, *Kalter Krieg. Hintergründe der USA-Aussenpolitik von Jalta bis Vietnam*. Berlin, Wagenbach, 1969, 436 p.
 Claude JULIEN, *L'Empire américain*. Paris, Grasset, 1972, 534 p.
 Marie-France TOINET, *La Chasse aux sorcières*. Paris, Ed. Complexe, 1984, 206 p.

La réaction stalinienne

Lors de la conférence de Téhéran, Churchill fit remarquer à Staline qu'en matière de diplomatie, les bolcheviks s'inspiraient jadis d'autres principes. Staline répondit en souriant: "Je vous ai dit que j'étais en train de devenir conservateur." (in Fontaine, p. 218)

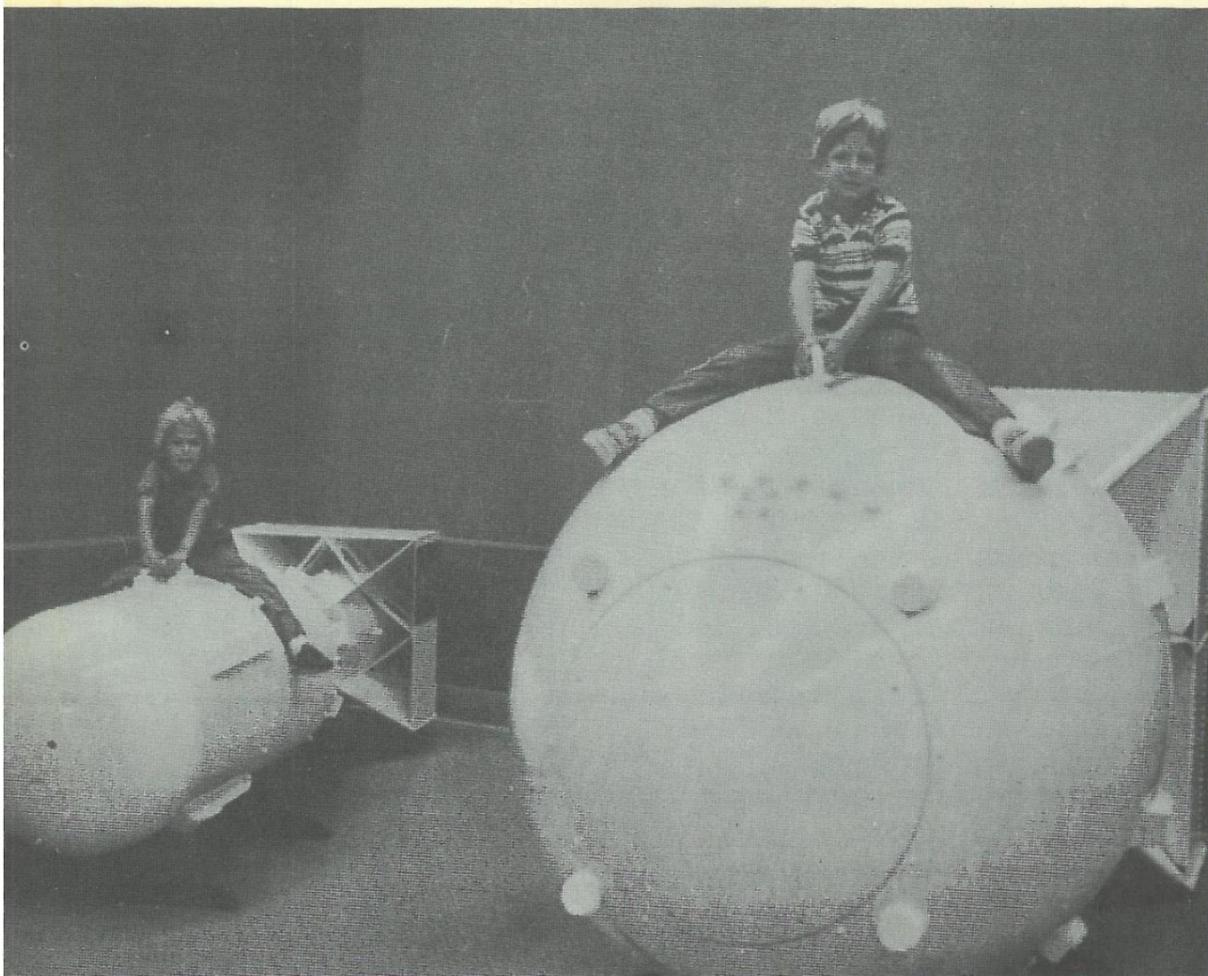
Le maître du Kremlin a l'humour révélateur, car la politique de la bureaucratie soviétique fut effectivement conservatrice à plus d'un titre.

Conservatrice dans le sens de contre-révolutionnaire: les cadeaux que Staline met dans la corbeille du mariage de la "grande alliance" sont de prix. Il ne renoncera à aucun effort pour empêcher les Résistances française et italienne de déboucher sur une issue révolutionnaire, amenant les Partis communistes à se ranger derrière De Gaulle et Badoglio. Il multipliera les pressions sur les communistes yougoslaves et chinois pour qu'ils acceptent leur soumission aux forces bourgeoises. Il abandonnera la Résistance grecque à la répression sauvage des Britanniques. C'est donc avec raison que Claudin note: "Les jugements de certains historiens et politiciens occidentaux défenseurs du "monde libre" qui se complaisent à souligner les "ruses" de Staline pour assurer son glaci et les autres objectifs de sa stratégie mondiale, tandis qu'ils idéalisent la politique rooseveltienne, ne révèlent pas seulement un manque d'objectivité, mais aussi de l'ingratitude. Si le "monde libre" ne perdit point, lors de la grande crise, quelques-uns de ses plus beaux fleurons, il le doit sans aucun doute à Staline." (p. 503)

Conservatrice dans le sens de la conservation du statu quo: la politique stalinienne de l'immédiat après-guerre a deux objectifs. Le premier est d'obtenir suffisamment de réparations matérielles — par la force et le pillage s'il le faut — pour relever une Union soviétique exsangue (sa production industrielle est de 42 o/o inférieure à celle de 1939). Le second est d'obtenir une zone limitrophe de sécurité internationalement reconnue, constituée des pays du "glaci". Dans le cadre de sa propre interprétation des traités, publics et secrets, la bureaucratie se montre même la plus fidèle des alliés. Malgré l'évolution défavorable de la situation, elle ne cherche prioritairement qu'à conserver les acquis obtenus au moment de Yalta et Postdam. Son intransigeance brutale concernant les pays de l'Est n'est pas à confondre avec la volonté d'en faire une simple réplique de l'Union soviétique. "Si l'on constate, dès le début, une tendance de la part des Russes à acquérir et à consolider des positions dans tous les pays qu'ils occupent, il est certain (...) qu'une partie de ces positions n'était pas destinée à constituer des bases de départ pour une intégration ultérieure, mais à servir simplement de gages." (Fejtő, p. 118) Maintenant un semblant de démocratie parlementaire, refusant de s'en prendre en profondeur à la propriété capitaliste, les Partis communistes des pays de l'Est suivent fidèlement la ligne du Kremlin. Qui dans les années 45-47 vise grosso modo à une "finlandisation" de cette région et non pas à une intégration. Ayant la haute main sur les appareils policiers, comptant sur la présence de l'Armée rouge, Staline pouvait espérer contrôler la situation sans bouleverser radicalement la structure économique et sociale de ces pays. Et donc ainsi poursuivre sa politique de collaboration avec les puissances capitalistes.

Conservatrice dans le sens de l'autoconservation de la bureaucratie: la manière dont fut pris le "tournant de 1947", qui devait déboucher sur le "coup de Prague" en février 1948 et la soviétisation des autres pays de l'Est montre bien que l'objectif prioritaire de Staline est de sauvegarder la domination de la caste bureaucratique. Habilement, les Américains ont en effet proposé l'extension du Plan Marshall à la Hongrie et à la Pologne. C'est une offensive en bonne et due forme, qui menace politiquement et économiquement la substance même du "glaci" cher à la bureaucratie. Elle y répond par une révolution contrôlée, qui brise définitivement le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, tout en empêchant la classe ouvrière de contester le monopole politique des apparatchiks. Ce n'est pas la classe ouvrière qui prit le pouvoir, mais bien ceux qui s'étaient arrogé le droit de parler en son nom. L'indépendance, les droits démocratiques, l'autogestion, le contrôle ouvrier, voire même le pouvoir, n'allaient cesser d'être au cœur des luttes menées par les travailleurs de l'Est, de Berlin-Est (1953) à Gdansk (1981).

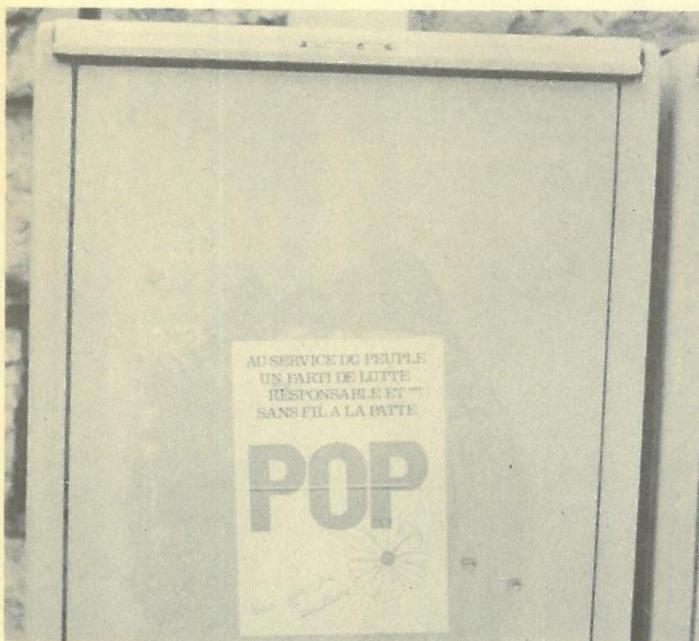
E. P.



dèles de bombes atomiques au Musée de Los Alamos: curiosités pour les enfants...

Liste unitaire à Genève :

Le Parti du Travail claqué la porte



La Brèche a déjà rendu compte, dans son No 340 (27 avril 1985) du débat suscité à Genève par l'appel pour une liste unitaire — signé de nombreuses personnalités de gauche — adressé notamment au Parti du Travail (PdT). Or au début de juillet, le PdT a définitivement claqué la porte.

Tout au long de sa démarche pour une liste unitaire de gauche, le Comité pour une liste unitaire s'est adressé à plusieurs reprises au PdT pour discuter sa proposition. Le 24 janvier déjà, avant la

tenue de l'assemblée des délégués du PdT consacrée aux élections, une rencontre avait lieu. Le Comité proposait de réaliser une liste unitaire, soutenue par les partis, et annonçait au PdT qu'il préparait

un large appel dans ce sens. Il l'invitait à participer au Comité. Le PdT accueillit l'idée avec scepticisme, refusant de "disparaître en tant que nom", mais s'affirmait prêt à envisager un "élargissement de sa liste".

La porte entrebâillée

Réunie le 30 janvier, l'assemblée des délégués du PdT annonçait l'ouverture de sa liste à deux ou trois candidats indépendants. Malgré ses engagements, le PdT ne faisait cependant aucune proposition, ni orale, ni écrite, au Comité.

Celui-ci a donc lancé son appel, bientôt signé par près de 70 personnes significatives de la gauche. Le 6 mars, il envoyait le texte de l'appel au PdT en souhaitant qu'il "fasse part de son opinion et d'éventuelles corrections ou contre-propositions". Aucune réponse. Mais au moment où l'appel fut rendu public, en conférence de presse, le PdT fit le surpris, dénonçant une "manoeuvre d'intoxication", criant qu'il "refusait de se saborder" et réaffirmant que sa liste était ouverte à "des représentants d'autres milieux progressistes". La porte, tout de même, semblait s'entrebâiller...

Les concessions du Comité unitaire

Pour tenir compte du principal argument du PdT (refus de faire

disparaître son identité), le Comité lui proposa donc un compromis : une liste commune, et non plus unitaire (intitulée PdT - Alternative socialiste), mais avec un nombre suffisant de candidats du Comité qui montre que cet accord était passé entre deux forces et laisse au Comité la possibilité d'affirmer ses propositions dans la campagne.

Cette proposition a fait l'objet d'une rencontre le 30 avril. Le PdT estimait outrancier d'exiger trop de candidats, partant de l'idée que tout candidat indépendant sur sa liste serait élu avant les siens (a-t-il d'aussi piètres candidats?). Néanmoins, Armand Magnin suggéra la possibilité de quatre à cinq candidats du Comité, pour autant que le parti soit assuré de conserver sa fraction parlementaire. Il est vrai qu'en même temps, le PdT annonçait trois autres indépendants sur sa liste. Il aurait donc pu, s'il l'avait voulu, choisir de discuter réellement avec le Comité sur les six candidats indépendants qu'il était, de toute manière, prêt à mettre sur sa liste!

A la fin mai, rien n'ayant avancé, le Comité annonçait sa décision de lancer une liste propre, sous le nom de Rassemblement pour une Alternative socialiste, mais restait ouvert à toute proposition nouvelle du PdT. La Voix Ouvrière (organe du PdT), commentant la conférence de presse d'Alternative socialiste, ex-

pliquait que le PdT voulait aussi l'unité "trop lentement au goût de certains, de manière trop prudente peut-être" (6 juin 1985) et souhaitait que le Comité accepte l'offre de trois candidats sur sa liste.

La porte claquée

A l'instigation de membres du PdT plus décidés à un accord, une nouvelle rencontre a eu lieu le 10 juin. La direction du PdT s'y déclara prête à défendre dans son parti un accord comportant un nom de liste commun (PdT - Alternative socialiste) et cinq candidats, dont deux ne remettraient pas en cause sa fraction parlementaire.

Dans le souci de parvenir à un accord, le Comité a alors décidé, le 26 juin, d'accepter cette proposition et soumettait ses candidats au PdT : Nils de Dardel, avocat, défenseur des locataires, Andreas Saurer, médecin progressiste, Gérald Crettenand, militant de la défense des immigrés et Michel Ducommun, enseignant. Il ne s'agissait somme toute de rien d'autre que du compromis avancé par le PdT lui-même!

Sans en référer à son assemblée des délégués qu'il disait devoir consulter, la direction du PdT répondit, le 3 juillet, qu'elle refusait... sa propre proposition! L'un des candidats, il est vrai, lui déplaisait — bien qu'il ait toujours été entendu que le Comité pouvait choisir librement les siens.

C'est ce que la Voix Ouvrière du 4 juillet a appelé : les "exigences abusives et les tergiversations" du Comité qui auraient "fait échouer les pourparlers"! Force est de mentir quand on nie ses propres propositions.

Ce bref historique illustre ce qu'est "l'ouverture" pour le PdT. Le Rassemblement pour une Alternative socialiste, convaincu que la gauche ne pourra se renforcer qu'en s'ouvrant réellement aux forces actives qui ne se reconnaissent pas dans la gauche traditionnelle, présentera donc sa propre liste aux élections de cet automne.

M. Thévenaz

Emplois à Sainte-Croix :

POUDRE AUX YEUX!

Que peuvent donc bien faire ensemble des associations patronales, des syndicats, le Parti socialiste vaudois, les deux conseillers d'Etat socialistes (Schmutz et Duvoisin), un autre conseiller d'Etat, radical lui (Junod), des municipalités, des institutions publiques et privées... et, serions-nous tentés d'ajouter, un raton laveur? Fonder un comité de solidarité (sic) avec les travailleurs de Sainte-Croix, voilà la raison d'être de cette Sainte-Alliance pour le moins surprenante, née à la mi-juillet dans le canton de Vaud.

On se souvient qu'au mois de juin la direction de HPI-Olivetti annonçait son intention de fermer l'usine de Sainte-Croix (cf. La Brèche No 345, 6 juillet 1985). Aux 270 emplois ainsi menacés se sont ajoutés les 130 de la fabrique de mouvements de musique Lador SA, en quasi faillite. Soit en tout 400 emplois qui risquent de disparaître sur les 1000 que compte Sainte-Croix.

Que propose alors ce nouveau comité qu'on présente comme volant au secours de la Cité du Jura?

La promotion de qui?

Il ne saurait évidemment prononcer un seul mot pour s'opposer

aux licenciements! Peut-on seulement imaginer une telle prise de position de la part d'associations patronales? Non, son objectif est double. D'une part récolter un soutien financier, et, d'autre part, tenter de "favoriser la promotion de nouveaux postes de travail" à Sainte-Croix.

Ce ne sont malheureusement pas les quelque milliers ou dizaines de milliers de francs récoltés qui permettront de sauver les centaines d'emplois menacés à Sainte-Croix. Quant à la promotion économique, cela fait des années qu'on présente ce miroir aux alouettes devant les yeux des Sainte-Croix. C'est même le cheval de bataille de Marguet, maire de la ville et directeur de

HPI-Sainte-Croix. Aucune réalisation substantielle n'a été jusqu'ici obtenue par ce canal.

Comment s'empêcher dès lors de penser que ce comité ressemble furieusement à un lanceur de poudre aux yeux, dont le seul objectif est de faire admettre que la fermeture de ces usines est inévitable, que cela ne sert à rien de s'y opposer et qu'il faut chercher ou faire semblant de chercher autre chose?

Mais que font alors socialistes et syndicats (le secrétaire de ce comité est Chanex, secrétaire de la FTMH à Lausanne) dans cette triste galère? Ils montrent en tout cas qu'ils ont abandonné toute perspective d'action pour tenter d'empêcher les licenciements et défendre l'emploi. (Mais l'ont-ils jamais eue?)

Un comité qui lave plus blanc

Déjà lors des assemblées du personnel de HPI et celle des habitants de Sainte-Croix (600 personnes), la FTMH, qui les avait convoquées, s'était bien gardée de faire la moindre proposition d'action, contribuant à créer un sentiment d'im-



HPI à Sainte-Croix.

puissance. Pourtant les réactions de l'année passée, dont une manifestation (contre la volonté de la FTMH déjà), avaient montré qu'en se défendant solidairement, il est possible de s'opposer à des projets de fermeture. Aujourd'hui, en donnant leur caution à ce comité d'illusionnistes, le Parti socialiste vaudois et les syndicats (en premier lieu la FTMH) abandonnent la défense des emplois et des salariés.

Et ils permettent par la même occasion au Conseil d'Etat de se laver les mains à très bon compte. La participation de trois de ses

membres à ce comité lui servira pour faire oublier que dans la réalité il n'a pris aucune mesure sérieuse pour défendre les emplois, ou proposer des mesures réelles, de recyclage par exemple, aux salariés menacés.

Pour sa part le PSO continuera à tout faire pour créer une véritable solidarité en faveur des travailleurs de Sainte-Croix, notamment dans le cadre du Comité de défense de l'emploi du Nord-Vaudois, auquel ni Parti socialiste, ni FTMH ne participent...!

Jean Fleury

Elections mexicaines :

7 juillet 1985, élections législatives au Mexique. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IV^e Internationale) réussit une percée. Malgré les fraudes électorales dues aux services gouvernementaux — la totalité des résultats n'est toujours pas publiée! — le PRT obtient dans les 3 o/o des voix, ce qui lui vaudra six ou sept élu(e)s dont deux femmes. Il y a trois ans, aux élections présidentielles, le PRT restait en dessous du quorum de 1,5 o/o. Cette progression témoigne de la présence de nos camarades dans toutes les luttes de ces dernières années. Elle trahit aussi la crise — politique, sociale, économique — qui mine la stabilité "historique" du Mexique.

Un système bâti sur l'idée d'un parti fort — le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir depuis 59 ans — le développement au cours des années soixante-dix d'une politique de prestations sociales pour les masses populaires, l'incorporation au sein du parti dominant de secteurs ouvriers, paysans et des couches moyennes, une relative autonomie vis-à-vis de l'impérialisme américain ont constitué un véritable socle stabilisateur pour le régime mexicain. Mais la crise économique de la fin 1981 va bousculer cet édifice. Inflation (100 o/o en 1982), dette extérieure (de 35 milliards de dollars en 1976 à 80 milliards en

Le PRT au Parlement

1982), dévaluation du peso, attaques draconiennes au pouvoir d'achat des salariés (plus de 40 o/o de réduction du salaire réel ces deux dernières années), licenciements, etc. caractérisent la situation présente. Cette politique d'austérité, dictée notamment par le Fonds monétaire international, ne restera pas sans réponse.

Dès 1982 en effet les masses mexicaines entrent dans de grandes luttes. Tous les secteurs de la société interviennent : émergence d'un mouvement de masse de femmes, marches revendicatives imposantes des paysans sur Mexico, grèves. Rappelons celles du 9 juin 1983 à l'occasion de la révision des salaires et surtout pour la défense d'un salaire minimum. Malgré les manœuvres de la bureaucratie de la CTM (Confédération des travailleurs mexicains, principale confédération syndicale), on vit se déclencher ce jour-là plus de 4000 actions sur tout le territoire. Le plus important mouvement de grèves simultanées depuis les années trente. Quatre mois plus tard, le 18 octobre, a lieu la grève civique nationale; significative car c'est la première mobilisation d'ensemble, à l'échelle nationale, des secteurs de masse de la campagne et de la ville. En dépit d'une faible participation syndicale, ce sont quelque 1,5 million de personnes qui s'engagent dans des manifestations, des meetings, des prises de terre, des arrêts de travail, des occupations. Plus récemment, le 10 avril 1985, date symbole pour les revendications paysannes¹, la Coordination nationale Plan de Ayala et d'autres organisations de masse mettent sur pied, comme l'année précédente, une grande marche revendicative sur Mexico : 50 000 paysans défilent, alors que 70 manifestations régionales en réunissent un million dans tout le pays.

Nos camarades du PRT sont totalement partie prenante de ces mobilisations et y jouent un rôle actif. Aujourd'hui, dans cinq Etats, le PRT est la troisième force du pays, derrière le PRI et le PAN (Parti d'action nationale, parti de la droite réactionnaire). Dans ce contexte d'instabilité qui restera celui du Mexique, les propositions du PRT rencontrent un écho croissant. D'ailleurs la bourgeoisie mexicaine recourt de plus en plus aux recettes classiques des classes dominantes d'Amérique latine — fraudes électorales, violence, répression — signes, entre autres, de son absence de solution politique.

P. Girardet

1. Jour anniversaire de l'assassinat de Zapata, en 1919, figure historique de la révolution mexicaine.

Etats-Unis :

La reaganomics en prend un coup

Début de mandat agité pour Reagan : une partie significative de la haute finance américaine estime que la "reaganomics" fait vraiment trop de dégâts. La baisse du dollar amorcée ces derniers temps correspond à leurs vues. Mais les perspectives politiques et économiques dont ils proposent la mise en œuvre ne changeront rien à la misère croissante des couches populaires américaines en temps de crise.



"Un salut à la libre entreprise."

"Vive la baisse du dollar et ses effets bénéfiques pour une industrie américaine ravagée par les importations", déclarait, mercredi 16 juillet, Paul Volcker, président de la Banque fédérale de réserve, devant la commission économique du Congrès, à Washington. Mine de rien, cette politique économique initiée par la Banque fédérale elle-même¹ relève du coup de pied de l'âne à la "reaganomics".

Des inquiétudes profondes

Le cow-boy de la Maison Blanche s'opposait encore récemment à toute baisse volontariste de la devise américaine, la jugeant "contraire aux lois du marché". Reagan reste reaganien et fidèle aux gouroux du libéralisme sauvage tel Milton Friedman (chef de file des économistes "monétaristes" et prix Nobel d'économie) qui déclarait dans une interview au *Quotidien de Paris* du 24 septembre 1984 : "Je ne crois pas à la baisse du dollar (...) Il vaut ce que le marché est prêt à donner."

Mais le gratin des banquiers new-yorkais ne se laisse pas convaincre par de si plats arguments. Ce sont plutôt de profondes inquiétudes qui ressortent de leurs commentaires. "Le déficit du budget fédéral", expliquait récemment le PDG de la banque Lazard-US, Felix Rohatyn², "fait grossir la dette nationale deux fois plus vite que la croissance du produit national brut. Telle est la route assurée vers la banqueroute nationale (...) Nous encourageons ainsi la spéculation et non l'investissement. Nous achetons une prospérité à court terme, en privant le reste du monde de capitaux dont il a grandement

besoin, déstabilisant ainsi le système monétaire international."

Inutile de dire qu'un banquier américain ne plaisante pas avec de telles questions. Le son de cloche est identique dans le dernier rapport de la Trilatérale-club regroupant des financiers et hommes politiques internationaux, fondé en 1972 par David Rockefeller³. Ce texte condamne une politique reaganienne qui "met en danger le développement du commerce mondial, ouvre la possibilité de crises sociales dans le tiers monde, favorisant la prise du pouvoir par les extrémistes."

Une misère accrue

Henry Kaufman, enfin, économiste de la banque Salomon Brothers⁴, porte-parole écouté des observateurs de la finance de Wall Street, s'inquiétait ces derniers temps des conséquences de la politique de dérégulation tous azimuts de Reagan. Celle-ci aboutit en quelque sorte, affirmait-il en substance, à ce que les crédits sur le marché financier ne bénéficient plus de quelque garantie que ce soit.

Situées aux antipodes de ces banquiers opulents sur l'échelle sociale, les couches populaires américaines vivent, elles, quotidiennement, la faillite de la "reaganomics". La misère s'est accrue. Six millions de personnes ont rejoint la communauté des pauvres, les soupes populaires et les refuges de fortune pour les sans-abri. Trente-neuf millions d'Américains vivent aujourd'hui au-dessous du seuil officiel de pauvreté. Les petits et moyens agriculteurs meurent étranglés par les dettes. 10 o/o seulement des exploitants — les gros évidem-

ment — perçoivent 70 o/o des aides fédérales. Les riches s'enrichissent tandis que les pauvres s'enfoncent dans la pauvreté. Deux cents influentes compagnies américaines parmi les plus rentables n'ont pas payé un sou d'impôt pendant un an au moins durant les trois premières années de règne de Reagan. Si les impôts versés par un couple aux revenus supérieurs à 200 000 dollars ont diminué de 15 o/o en 1983, ceux d'un couple disposant de ressources inférieures à 10 000 dollars ont, par contre, augmenté de 33 o/o.

Le bout du tunnel ?

Les défavorisés de la prétendue reprise reaganienne peuvent-ils espérer quoi que ce soit de la critique des banquiers de Wall Street? La politique que préconisent ces derniers, appuyée sur la baisse du dollar, peut-elle faire apercevoir le "bout du tunnel de la crise", perspective dont on nous rabat les oreilles dans les pays industrialisés depuis des années? Même pas. La politique qu'ils proposent a déjà été appliquée — en partie au moins — notamment sous l'administration Carter, et le dollar faible n'en était pas moins rendu responsable de tous les déséquilibres économiques. Reagan fut élu pour inverser le courant et favoriser la réévaluation du dollar, politique inaugurée par Carter à la fin de son mandat.

La suite nous ramène à avant-hier : l'envol du dollar accompagné de taux d'intérêts élevés attire les capitaux des quatre coins du globe permettant de faire face à une dette publique multipliée par trois de 1974 à 1984... Le constat d'échec établi aujourd'hui par la haute finance d'outre-Atlantique ne peut conduire au retour d'un "cartésisme" bon teint dont l'incapacité à sortir le pays de la crise contribua justement à mettre Reagan sur les rails.

L'horizon est plutôt aux couleurs d'une austérité renforcée visant à corriger les dérapages du déficit budgétaire. Horizon d'autant plus douteux que c'est tout de même l'excroissance démesurée dudit budget qui permet à l'industrie américaine — en alimentant notamment la production d'armement — de conserver une certaine vitalité.

Michel Morel

(tiré de *Rouge*, No 1170, du 25 juillet au 22 août 1985)

1. En "ouvrant le robinet du crédit" ces derniers temps, Paul Volcker reconnaissait lui-même avoir favorisé la baisse du dollar.

2. La banque familiale d'affaires Lazard, implantée à New York, Paris et Londres, est une des premières banques — sinon la première — des fusions industrielles. Felix Rohatyn, PDG de Lazard US et animateur du Parti démocrate est l'un des quelques personnages clés de Wall Street.

3. David Rockefeller, rejeton de la célèbre famille, est généralement placé premier de ceux qui ont fait la pluie et le beau temps dans les milieux de la haute finance et de l'industrie US. Membre du Parti républicain...

4. La banque qui vient d'embaucher le ministre du Budget de Reagan tout juste démissionnaire!

Salvador :

EN ZONE LIBÉRÉE

* ENTRETIEN AVEC UN INFIRMIER DE RETOUR DU SALVADOR *

Enrique Fanon a travaillé durant deux ans et demi comme infirmier au Chalatenango, une zone sous contrôle du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale). Il a exercé dans les cliniques populaires et s'est également engagé dans les postes médicaux avancés, proches des zones de combat. Il s'est en outre occupé de la formation et de l'éducation sanitaire des paysans. Avant de partir, il ne possédait qu'une formation d'infirmier; mais au Salvador, il a dû fonctionner comme anesthésiste, puis comme médecin généraliste. Il nous raconte ici son expérience et nous livre son jugement sur la situation politique et militaire présente au Salvador.

La Brèche : Pourquoi es-tu parti au Salvador ?

Enrique Fanon : Déjà durant ma formation d'infirmier, j'avais l'intention de partir travailler au Salvador ou au Guatemala. De plus, j'ai participé au mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale et j'étais intéressé de voir de près une lutte de libération, et d'y apporter mon aide.

* Quels étaient vos besoins en médicaments ?

— Grâce à la solidarité internationale, nous recevions à peu près de tout, mais nous avions rarement tout à la fois sous la main. Nous avons été parfois deux mois sans corticoïde (médicament antimicrobien). Comme les médicaments nous parviennent par des voies clandestines, leurs arrivages sont très

ou, plus exactement, un poste de santé. Les personnes qui y travaillent sont souvent des jeunes filles de 14 à 15 ans ou des femmes avec enfants. Elles sont choisies dans les assemblées de village. On les appelle les sanitaires.

La clinique est parfois installée dans une maison du village où vit le sanitaire. Celui-ci est nourri par les gens du village. Les sanitaires participent également aux travaux collectifs tels que jardin, réfection des routes, etc.

* Tu t'es beaucoup occupé de la formation médicale. Comment cela se passe-t-il ?

— Dans l'équipe où je travaillais — une équipe régionale — nous nous occupions de la formation des sanitaires, de l'éducation alimentaire des gens, de la mise en valeur des plantes médicinales, etc.

En ce qui concerne la formation,

etc.; et une partie très générale : l'histoire du Salvador, la conquête, la formation de l'oligarchie, l'histoire des mouvements populaires et des autres luttes de libération ailleurs dans le monde...

* Comment juges-tu la situation militaire ?

— Au Salvador, on n'a pas le sentiment d'être dans une impasse. On sait que la lutte continuera et sera longue. Du reste, la tactique du FMLN a évolué dans ce sens. Il a abandonné les grandes offensives centrales d'il y a quelques années. Le FMLN est confronté à l'aide que les Etats-Unis apportent à l'armée régulière et face à cela les guérilleros doivent durer. On ne peut donc pas se permettre de perdre les hommes et le matériel. Donc maintenant la tactique est aux harcèlements, aux sabotages, aux embuscades avec des objectifs petits et moyens. C'est pour cela que les agences de presse n'en parlent pas. A partir de là, le FMLN peut accumuler des armes, des prisonniers et de l'expérience.

* On a beaucoup parlé dans le mouvement de solidarité des négociations de La Palma avec Duarte. Certains y ont vu un signe de faiblesse de la guérilla. Quel est ton avis à ce sujet ?

— Le dialogue avec le gouvernement salvadorien est une arme politique. Il s'agit pour le FMLN de tout faire — y compris des négocia-

tions — pour rendre impossible une intervention directe et militaire des Etats-Unis dans le conflit. Le FMLN a présenté du reste des propositions de négociations déjà depuis 1981. Ce n'est qu'en 1984 que les négociations de La Palma ont lieu. A ce moment, le FMLN peut s'appuyer sur plusieurs grandes victoires militaires; Duarte par contre est plutôt dans une situation de faiblesse. Aujourd'hui qui a profité de ces négociations? Duarte a tenté de se donner une image d'homme de paix (c'était un thème permanent de sa campagne électorale). Mais le peuple est maintenant déçu car il constate que Duarte ne fait plus rien dans ce sens. Au contraire, il multiplie les obstacles en posant des conditions inacceptables. Le FMLN en revanche a pu profiter de l'espace politique et de la "publicité" accompagnant les négociations. C'est ainsi que les radios commerciales du Salvador ont passé des interviews de commandants de la révolution qui expliquaient le pourquoi de la lutte, quels en étaient l'enjeu et les objectifs, dans quelles conditions ils entendaient discuter avec les représentants du pouvoir, etc. Cela a eu beaucoup d'écho. Les gens comprennent que si les négociations sont actuellement dans l'impasse, la responsabilité en revient à Duarte et à l'oligarchie qui exerce de fortes pressions sur lui.

Propos recueillis par
Jeanne Eth



Photo Gio Palazzo



Duarte, président du Salvador, bien entouré.

* En quoi consistent les postes médicaux dans lesquels tu as travaillé ?

— Ces postes médicaux sont à une certaine distance des zones de combat. Ils sont composés d'équipes volantes comprenant un chirurgien, un assistant (souvent un paysan), un instrumentiste, deux ou trois aides et un anesthésiste. Dans une pareille équipe, il y a au maximum deux personnes qui ont reçu une formation médicale. Les autres se sont formés sur le tas, pendant la guerre. Ces équipes font partie de l'armée populaire; elles repèrent les blessés, organisent leur transport dans les hôpitaux en zone intérieure, les soignent, etc.

Elles s'occupent aussi de l'éducation sanitaire, c'est-à-dire qu'elles enseignent aux guérilleros les soins d'urgence, la prévention.

irréguliers. On essaie alors de constituer des stocks, en tout cas pour les produits importants. Ou bien, il faut faire preuve d'imagination. Ainsi, nous avons reçu une grande quantité de gants stériles. Nous les avons lavés, stérilisés et utilisés ensuite pour drainer les plaies. Autre exemple : ayant absolument besoin d'un laryngoscope, nous en avons fabriqué un à partir d'un otoscope (appareil servant à examiner l'intérieur de l'oreille). Nous avons également confectionné nous-mêmes des perfusions d'eau physiologique en réservant les rares que nous avions reçues pour les cas graves.

* Comment est organisé le système des cliniques populaires ?

— Dans chaque village ou groupe de petits villages, il y a une clinique

je me suis surtout occupé des jeunes filles et des femmes sanitaires. C'était difficile car il fallait d'abord gagner leur confiance et leur faire prendre confiance en elles-mêmes, leur montrer qu'elles pouvaient apprendre et faire beaucoup de choses. Il faut savoir qu'avant la guerre les femmes ne sortaient quasiment jamais des villages. La guerre a changé beaucoup de choses : les femmes ont dû sortir et assumer des tâches sociales importantes car bien des hommes sont partis dans la montagne pour la guérilla.

La formation était très large. Une partie médicale : comment soigner les maladies les plus fréquentes, les blessures de guerre, comment se protéger des bombardements, présentation de notions de médecine préventive, d'hygiène,

notes ... notes ... notes ... notes ... no

CLIVE LOERTSCHER LIBÉRÉ

A la fin juillet, Clive Loertscher, syndicaliste à la section SSP/VPOD de Vaud-Etat, était libéré. On se souvient que c'est le 13 avril dernier qu'il était arrêté dans un appartement de Varsovie, en compagnie de deux Polonais. Pendant onze jours, Clive Loertscher avait été maintenu au secret. Les pièces à conviction retenues contre lui : une machine à écrire et onze revues françaises sur l'Europe de l'Est. "Indices" suffisants pour les autorités polonaises pour le soupçonner d'avoir aidé un citoyen polonais "dans le but de nuire aux intérêts politiques de la République populaire de Pologne". Le 12 juillet encore, le procureur militaire général déci-

daît de prolonger sa détention préventive de trois nouveaux mois. Finalement, grâce à la campagne de solidarité organisée par le Collectif de défense pour la libération de Clive Loertscher et à laquelle le PSO a participé activement, les autorités polonaises ont libéré Clive. Mais il a fallu également déboursier une caution de 30 000 dollars (66 000 francs), apportée sur place par une mission de l'Union syndicale suisse et du SSP/VPOD. N'oublions pas cependant que plusieurs centaines de syndicalistes polonais restent enfermés dans les geôles de Jaruzelski. La solidarité en leur faveur demeure une nécessité.

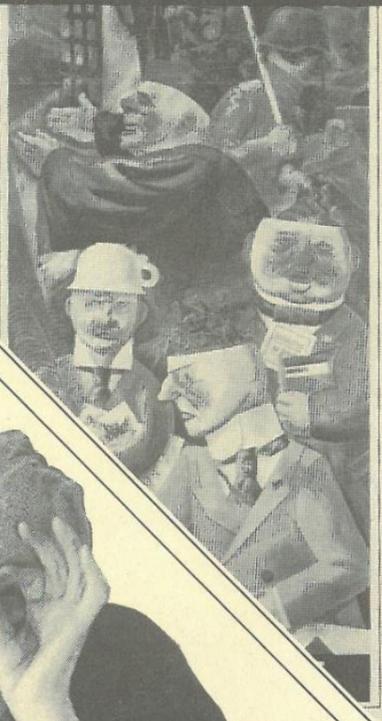
P. G.

«La satire a-t-elle des droits? Tous»

Comme promis dans l'avant-dernier numéro et grâce à un abondant courrier des lecteurs (trois lettres : l'une d'injure, l'autre illisible et la dernière mal affranchie), nous débouchons solennellement un grand cru de l'humour satirique : le Château-Tucholsky. Un rouge corsé, bien en bouche, ayant du corps et de la mâche, reconnaissable entre mille grâce à son fin toupet d'ironie, quelquefois légèrement teinté d'amertume. Un vin qui aurait plu à Tucholsky, bon connaisseur.

Et quoi d'autre, à part ce petit détail domestique, pour présenter notre auteur? Un wagon d'épithètes : poète, chansonnier, romancier, polémiste, critique littéraire, billettiste, auteur de récits de voyage et d'aphorismes, moraliste, voilà pour le talent; humaniste radical, démocrate et pacifiste, compagnon de route du mouvement ouvrier, antifasciste et antistalinien, voilà pour l'auteur. C'est tout? Non, ça ne fait que commencer.

KURT TUCHOLSKY
BONSOIR
REVOLUTION ALLEMANDE!



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES!

Lorsque le 10 mai 1933, les nazis organisent des auto-dafés dans les principales villes allemandes, ils lancent cet appel : "Contre l'insolence et l'arrogance, pour le respect et la vénération de l'esprit du peuple allemand! Ô! flamme, dévore aussi les écrits des Tucholsky et Ossietzky."

Tucholsky, bête noire des chemises brunes, cela se comprend : nul plus que lui n'aura traqué les comportements et les idées qui assurèrent le succès du nazisme. Cela à tous les niveaux, de l'événement politique à la vie quotidienne. D'où son recours à ces différentes formes de littérature, qui permettent à chaque fois un autre éclairage, une autre approche. Tucholsky dénonçant les nazis, ce peut être une poésie contre "Jiosip Goebbeles" — dont il enjuive le nom pour ridiculiser son absence complète de "traits aryens" — "pauvre cancrelat, baryton pour pêcheurs à la ligne". Mais c'est aussi le pastiche d'une rédaction scolaire consacrée à Hitler et Goethe : "Nous avons donc vu que la comparaison entre Hitler et Goethe est très défavorable à ce dernier, qui n'est pas un parti de millions d'hommes. C'est pourquoi il ne faut pas compter sur nous pour participer à Goethe. Ses derniers mots furent plus de lumière, mais c'est nous qui décidons!"

Monsieur Wendriner

Si les dirigeants politiques, de l'extrême-droite aux bureaucrates ouvriers, ne sont pas épargnés par Tucholsky, il dépendra aussi féroce des types sociaux, tels que les fonctionnaires prussiens ou les juges. Ou encore les militaires, qu'il vomit : "trop stupides et trop fainéants pour lire autre chose que des règlements, des récits de chasse, le journal "Tägliche Rundschau", une autre feuille du même acabit ou des gaudrioles, ils répartissent

sent équitablement leur haine entre les démocrates, les bolchéviques, le mouvement Dada, les peintres modernes et les spécialistes d'économie politique. N'était au-dessus de tout soupçon que celui qui avait des balafres aux joues et cette tête, bien allemande, prescrite par le règlement, de bouledogue prêt à mordre, où se concrétisait à merveille un dosage parfait entre le garçon de café et l'assesseur."

Pour s'en prendre au bourgeois, riche et mesquin, lâche et prétentieux, Tucholsky va créer un personnage, Monsieur

Kurt Tucholsky

Né le 9 janvier 1890 dans une famille juive aisée de Berlin. Etudes de droit. Collabore rapidement à la presse satirique et politique. Entre comme critique littéraire à l'hebdomadaire *Schaubühne* (La scène). La guerre impérialiste le radicalise; il considérera ensuite que les "500 pages les plus importantes écrites durant la guerre" sont celles du recueil de Lénine et Zinoviev, *Contre le courant*.

En 1918, la *Schaubühne* devient la *Weltbühne* (La scène du monde). Tucholsky y déploie alors toutes les facettes de son talent. Il se rapproche de l'aile pacifiste du mouvement ouvrier et sera quelques années membre de l'USPD (scission de gauche du Parti social-démocrate). Dès 1924, il quitte l'Allemagne. La veulerie bourgeoise de la République de Weimar, la couardise des sociaux-démocrates le feront se tourner vers le PC. Il collabore à l'un de ses hebdomadaires, *l'Illustrierte Arbeiterzeitung*.

Mais ce compagnon de route est rétif : il prendra la défense de Trotsky et humera avec dégoût l'atmosphère sclérosée du PC stalinisé ("on ne peut pas poser le marxisme sur le monde comme une cloche à fromage").

La défaite du mouvement ouvrier et la victoire du nazisme, dont il avait saisi l'horreur et la durée, lui porteront un coup très dur. Privé de lecteurs, isolé, miné par la maladie, le "petit Berlinois rondouillard qui voulait arrêter la catastrophe avec une machine à écrire" se suicide le 19 décembre 1935, en Suède.

L'édition française des oeuvres de Tucholsky se résume à trois livres : *Bonsoir révolution allemande!* (Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1981), *Chroniques allemandes* (Paris, Baland, 1982) et l'édition bilingue de son dernier recueil, *Apprendre à rire sans pleurer* (Paris, Aubier-Montaigne, 1974).

Wendriner. Mais en utilisant avec habileté une technique de cabaret : le lecteur découvre Wendriner et son monde au fur et à mesure du monologue qu'il tient (chez le coiffeur, dans son lit, etc.), écrit dans le langage parlé. Le résultat : un portrait au vitriol, d'une étonnante véricité et d'une drôlerie inimitable. Quand Monsieur Wendriner est à un enterrement, cela donne : "L'autre fois, quand Eisner est mort, vous savez bien, celui de Eisner & Eisner, sa nièce n'a rien mangé pendant trois jours. Je trouve ça exagéré. Rappelez-moi après de vous raconter la blague du bœuf dans la vitrine — elle est fabuleuse. Ah oui, vous savez, quand je me trouve ici, loin de tout, et que j'y pense la nuit, si souvent, quand je n'arrive pas à dormir — ça m'arrive parfois de ne pas pouvoir dormir, je prends du brome, vous aussi?, c'est là que je me dis toujours : "Etre vivant, il n'y a que ça de vrai!"

La vie quotidienne

Le satiriste, qui veut un monde meilleur, va débusquer les tares, les injustices ou simplement les absurdités de la société jusque dans la vie courante. En pastichant la publicité ("Ne manquez pas d'utiliser les "suppositoires de selle Lissau" qui par l'élégance, la noblesse et la simplicité de leurs lignes correspondent à l'esprit de notre temps."), ou les sentences de la prétendue sagesse populaire ("Qu'on fasse toujours attention à la qualité : un cercueil, par exemple, doit durer toute la vie."). Par le biais aussi de notations sur l'emploi frénétique, chez certaines personnes, du téléphone ou sur l'art et la manière de voyager. Voulez-vous mal voyager? "Il est recommandé d'avoir, pour visiter une ville, des culottes courtes de montagne, un petit chapeau vert (avec un pinceau à raser), de grosses chaussures à clous (particulièrement appropriées à la visite des musées) et un mâle bâton à noeuds. Ne s'encorder qu'au-dessus de 500 000 habitants."

Pour visiter Tucholsky, par contre, ne vous encombrez pas de matériel inutile : une bonne dose d'humour et de lucidité et vous voilà partis. Mais prenez garde, car c'est une contrée dont on ne revient jamais vraiment.

Eric Peter

NEUCHÂTEL

Cour du Palais Du Peyrou
du 20 août au di 1er septembre : Festival de Neuchâtel. Le Théâtre Populaire Romand (TPR) présente : ma 27 août, 21h : *Que d'embûches sur la voie de Nasrudin et Zeineb*, spectacle inspiré de récits islamiques traditionnels, de Gilbert Musy, réalisation de Jacqueline Payelle. me 28, 21h : *En attendant Godot*, de Samuel Beckett, mise en scène de Charles Joris. je 29, 21h : *Les bonnes*, de Jean Genet, mise en scène de Françoise Roche. ve 30, sa 31 août, 21h : *La Nouvelle Mandragore*, de Jean Vauthier, mise en scène de Charles Joris. Fr. 18.-, ét., AVS Fr. 12.-, enfants Fr. 8.-. Loc. : TPR (039) 23 05 66 et Office du tourisme Neuchâtel (038) 25 42 43.

GENÈVE

Centre International, 1, rue de Varambè (place des Nations)
du 19 août au ve 30 août, de 9h à 19h : l'Association internationale contre la torture (AICT) présente *Guatemala : un peuple emprisonné*, exposition photographique de Joe Fish (People's Pictures), présentant les conditions de vie actuelles des

Indiens du Guatemala. Exposition réalisée grâce à la participation de la Société anti-esclavagiste, Londres; le Comité Guatemala pour les droits de l'homme, Grande-Bretagne; le Fonds d'aide internationale catholique écossais; Survival International, Londres.

YVERDON

du 23 au sa 31 août : *Jeux du Castrum* sur le thème du rêve. du sa 24 au ve 30 août, 21h (sa 19h, di 17h), Théâtre municipal : *Le songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare, mise en scène André Steiger. sa 24, di 25, 22h, Cour du Collège Pestalozzi : *Le Quichotte, chevalier d'errance*, de Serge Ganzl, par le Théâtre Mobile de Genève, le Centre dramatique de Lausanne et le Théâtre d'Yverdon, mise en scène Michel Grobety. sa 24, 24h, di 25, 20h. du lu 26 au ve 30, 19h, Théâtre de l'Echandole : *Histoire du Tigre*, de Dario Fo. ma 27, me 28 août, 21h, Hangar des Travaux, rue de l'Ancien-Stand : *Le voyage en Orient*, fable fantastique d'après "La conférence des oiseaux" de Farrid Uddin Attar, par l'Atelier de travail théâtral (ATT), de Lausanne, mise en scène Jacques Gardel, assisté de Miguel Québatte. Loc. : Office du tourisme (024) 21 01 21. Fr. 15.-, ét., appr. Fr 10.-; l'Echandole Fr 12.-,

ét., appr. Fr. 8.-.

WILLISAU (canton de Lucerne)

du je 29 août au di 1er septembre : JAZZ FESTIVAL WILLISAU '85. je 29 août, 20h : rock and jazz-rock, Etron Fou Leloublan; Fred Frith; Mahavishnu John McLaughlin, avec Jonas Hellborg. ve 30, 20h : multi media performances (jazz & dance), Masahiko Sato — Itaru Oki — Tadashi Endo; Unknownmix; Futurities. sa 31, 14h30 : orchestras, Urs Blöchliger & Legfek; Carla Bley & son big-band euro-américain. sa 31, 20h : saturday night mix, Koch — Schütz — Käppeli; Musique, avec le BBFC; 29th Street Saxophone Quartet. di 1er sept., 14h30 : American avantgarde, Greg Goodman; Rova Saxophone Quartet; Leroy Jenkins' Sting. di 1er, 20h : Tribute to the Duke, Ran Blake; Mike Westbrook Orchestra. Et (concerts à Fr. 5.-) ve 30 août, 15h : Off. sa 31, 12h : Intergalaktisches Mädchenballett. di 1er sept., 12h : Robin Kenyatta Quintet. Prix : abonnement pour les 6 concerts : Fr. 140.-; le concert : Fr. 30.-. Camping gratuit. Infos : (045) 81 27 31. Et si le film *Le baiser de la femme araignée*, de Hector Babenco (Brésil, 1985) passe dans votre ville, courez le voir!

l'événement

Afrique du Sud :

«UNE ÉVOLUTION À LA LATINO-AMÉRICAINE»

* INTERVIEW D'UN DIRIGEANT DU FORUM NATIONAL *

L'Afrique du Sud est sous le joug de l'état d'urgence depuis le mois de juillet. L'actuelle vague de révoltes a démarré voici bientôt un an, à la suite des grèves du Transvaal en septembre 1984 (La Brèche, No 326, 22 septembre 1984). Depuis lors le bilan ne cesse de s'alourdir. Mais le régime de l'apartheid est loin d'avoir dit son dernier mot, soutenu qu'il est par les puissances occidentales en particulier les Etats-Unis. Comme nous l'explique dans cette interview (tirée de Was Tun, hebdomadaire de nos camarades allemands) un dirigeant du Forum national, l'une des deux alliances de l'opposition en Afrique du Sud, la répression brutale ne va pas forcément se traduire par "un élargissement de la révolte".

Was Tun : L'Afrique du Sud se trouve-t-elle à la veille d'une révolution ?

Réponse : Nous avons, dans le cadre du Forum national (NF), en 1983 déjà, attiré l'attention sur deux dangers : un soulèvement prématuré, et le développement de conditions de type latino-américain dans le pays. Ces deux dangers risquent bien de se réaliser. Il était évident qu'une révolte s'annonçait. L'intérêt du gouvernement Botha était manifestement de stimuler une révolte prématurée, afin de pouvoir l'étouffer plus rapidement et d'écraser sa direction par la déclaration de l'état d'urgence et une vague d'arrestations.

La conjoncture semble défavorable au gouvernement, car il se trouve dans une situation économique très difficile. Cependant il ne faut pas douter qu'il a toujours eu l'intention de déclarer l'état d'urgence. La situation actuelle ne va pas durer longtemps et, entre temps, les organisations vont être détruites, ou leurs dirigeants arrêtés, et cela prendra plusieurs années pour les reconstruire. Le but de l'état d'urgence est de gagner du temps, durant lequel il sera possible de développer le soi-disant "mouvement pour la réforme" et de neutraliser la classe moyenne noire. La direction modérée du Front démocratique uni (UDF) n'a pas prévu une pareille vague de répression. Elle ne s'est pas seulement trompée dans l'évaluation de la situation internationale, elle a également eu un jugement erroné sur les rapports de forces dans le pays même. Elle s'attendait à ce que le gouvernement soit contraint à négocier. Nous allons ainsi de plus en plus vers une situation de type latino-

américain. Le gouvernement permet un débat démocratique limité ; les directions qui apparaissent sont ensuite éliminées soit par des moyens juridiques, soit illégalement par des escadrons de la mort. L'assassinat de l'avocate Victoria Mxenge, une dirigeante de l'opposition, est un pas dans ce sens. Le mouvement aurait dû se préparer à cette situation. Il est clair que l'UDF, mais également des secteurs du NF et même des syndicats, n'étaient pas vraiment préparés à affronter cette vague répressive. Les syndicats vont probablement mieux s'en sortir car ils n'ont pas eu d'activités révolutionnaires ouvertes. Ils ont seulement développé une éducation politique générale de leurs membres.

*** La répression brutale ne va-t-elle pas, au contraire, stimuler la politisation et provoquer un élargissement de la révolte ?**

— Une politisation certainement, mais pas obligatoirement un élargissement de la révolte. Nous nous trouvons dans une situation que les Irlandais du Nord connaissent bien. Le gouvernement peut, une fois pour toutes, oublier tout espoir de conquérir une audience dans la jeunesse et la population noire. L'intégration est impossible. Mais les travailleurs ne peuvent pas participer en permanence aux révoltes ouvertes — ni en Afrique du Sud, ni dans d'autres pays. Il y aura toujours de telles révoltes sporadiques dans les ghettos noirs. Si nous avions une armée, telle que celle qui existait en Iran en 1979, formée de "fils du peuple", il aurait peut-être été possible de parler d'une révolution victorieuse. Cependant, avant qu'une telle situation se produise, cela durera encore des années. Il est impossible de parler d'une révolution

victorieuse si l'on ne sait pas comment neutraliser l'armée et la bureaucratie. (...)

*** Est-ce que les révoltes se limitent aux villes ?**

— Non, bien que dans les régions rurales — à l'exception de la province orientale — il n'y ait pas eu de révoltes comparables à celles des villes. Le mouvement rural englobe les ouvriers agricoles travaillant pour les fermiers blancs. La pauvreté et la faim sont bien pires à la campagne que dans les villes. Je pense qu'une explosion se prépare dans les "resettlement camps" (camps de réinstallation pour les populations déplacées par le régime, *réf.*). Ces camps pourraient, tout comme les camps palestiniens, être un point de départ d'une guérilla ou d'autres actions contre le gouvernement. Ils sont le résultat de la transformation des Noirs en salariés, tout en empêchant le déplacement des familles dans les régions urbaines.

Qui est quoi ?

ANC (African National Congress) : fondée en 1912 comme première organisation politique noire ; la plus grande organisation du mouvement de libération noir ; influence importante du Parti communiste. Actuellement interdite.

AZAPO (Azanians People Organisation) : fondée en 1977, héritière des organisations interdites du Mouvement de la conscience noire ; seule organisation politique légale des Noirs, se définit depuis son 4e Congrès comme avant-garde de la classe ouvrière noire ; programme socialiste.

CUSA (Council of Unions of South Africa) : la plus importante confédération de syndicats noirs, conduit des discussions de fusion avec la FOSATU.

FOSATU (Federation of South African Unions) : confédération syndicale sud-africaine, regroupant des syndicats d'industrie non raciaux.

*** Quel rôle joue le mouvement syndical dans cette révolte ?**

— Il n'y a pas de doute que le mouvement syndical a joué un rôle important, voire décisif, sous bien des aspects. Les grèves qui, en septembre 1984, ont commencé dans le triangle du Vaal (la région industrielle du Transvaal de



Manif de protestation contre le régime d'apartheid, Genève, juin 1985.

l'Etat libre d'Orange) se sont transformées, en novembre, en une grève régionale. Ces actions furent le point de départ de la révolte. Ce mouvement a été porté avant tout par les deux grandes centrales syndicales FOSATU et CUSA (cf. encart). Jusqu'alors la FOSATU et la CUSA s'étaient abstenues d'agir politiquement de manière trop ouverte, afin d'éviter une attaque du gouvernement. Après la grève générale, des dirigeants de la FOSATU furent arrêtés. Ils se sont retrouvés devant les tribunaux pour "haute trahison".

*** Est-il vrai que les syndicats gagnent en masse des nouveaux membres ?**

— Oui, avant tout chez les mineurs. Les syndicats encouragent leurs membres à participer aux actions politiques, de lutte de classe, dans les ghettos noirs. Non en tant que syndicalistes, car cela susciterait leur interdiction immédiate, mais en participant aux organisations de base et aux révoltes spontanées. Comme Solidarité, ils essaient d'éviter des actions politiques ouvertes dans la période actuelle. De nombreux syndicalistes sont, toutefois, de l'avis que le mouvement syndical devrait donner naissance à un parti politique ouvrier. Sur cet aspect nous avons beaucoup appris des expériences politiques. Je pense que cela est tactiquement correct. Mais le mouvement syndical est très divisé.

Je distinguerai trois types de groupements différents. A l'extrême gauche se retrouvent les syndicats proches du Mouvement de la conscience noire. Au centre, la FOSATU et la CUSA, qui veulent maintenant s'unifier. Plus à droite se situe le Congrès syndical sud-africain (SACTU), proche du Congrès national africain (ANC). De droite et de gauche, une forte pression est exercée sur les fédérations centristes pour qu'elles s'engagent ouvertement sur le plan politique. Celles-ci refusent de s'y engager, à mon avis à juste titre. Actuellement cela reviendrait à un suicide organisationnel et ne pourrait qu'aboutir à l'arrestation des directions.

*** Quelles sont les différences entre les deux grandes alliances**

politiques du mouvement de libération, le Front démocratique uni (UDF) et le Forum national (NF) ?

— Les deux sont nées à la même période, en 1983. Le NF est resté fidèle à l'idée initiale, à savoir : construire une opposition commune englobant toutes les forces refusant la nouvelle Constitution (promulguée par le gouvernement, *réf.*). La fondation du NF a été surtout le fait de l'Organisation populaire d'Azanie (AZAPO), la seule organisation légale des Noirs issue du Mouvement de la conscience noire et de la Ligue d'action du Cap. L'UDF est due surtout à l'impulsion du Congrès national africain (ANC), le terme démocratique indiquant toutefois l'intention d'intégrer des organisations libérales (blanches et noires) dans un organisme faitier.

Les deux alliances regroupent essentiellement des travailleurs noirs. La petite bourgeoisie noire et les intellectuels sont représentés dans les deux alliances. L'UDF a également des éléments bourgeois (avant tout blancs), des libéraux et des hommes d'affaires qui ont des liens avec le grand capital. Bien entendu, le NF a des membres blancs qui viennent d'organisations de base, étudiantes et syndicales ; mais on n'y trouve pas cet élément bourgeois. La CUSA, l'une des deux grosses confédérations syndicales noires, fait partie de l'UDF et du NF.

Dans la campagne contre la réforme constitutionnelle, le NF est apparu beaucoup plus conséquent que l'UDF, dont une aile était favorable à l'utilisation de l'institution parlementaire comme plate-forme pour la propagande légale. La base du NF est le *Manifeste du peuple azanien* qui, évidemment, n'est pas un programme socialiste, mais qui met le socialisme à l'ordre du jour. L'UDF, par contre, n'a même pas pu s'unir sur la base de la *Charte de la liberté*, le manifeste rédigé en 1955 par l'ANC pour une coalition anti-apartheid démocratique bourgeoise. Nous sommes favorables à une unité d'action avec l'UDF mais pas à une alliance politique, car nous refusons l'unité d'action avec les libéraux.